

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 566

2 mars 2015

SOMMAIRE

A&A Developments Holding S.A.	27127	Mafilux	27124
Business Risk Consultancy s.à.r.l.	27123	Match Est S.à.r.l.	27124
By Kadrance Investment Advisor (Lux) S.à r.l.	27138	Mind In Motion	27125
Camomile London Office S.à r.l.	27125	newLIFE Aesthetic S.à r.l.	27125
Capernaum Finance S.A.	27125	Orion IV European 3 S.à r.l.	27167
Capernaum Finance S.A.	27139	proRegio S.à r.l. unipersonnelle	27125
Caram S.A.	27126	Ritchie Bros. Holdings Luxembourg S.à r.l.	27123
Casper's Climbing Shop	27166	RPFFB Soparfi C S.à r.l.	27126
Cathay Capital Europe S.à r.l.	27168	Schanen-Raski Sàrl	27127
D.J S.à r.l.	27126	Silver Sea Properties (Hailsham) S.à r.l.	27123
Eurocash-Fund	27167	Société Européenne de Banque	27166
FA Quartet Investments I S.C.A.	27168	'SOMALUX' Société de Matériel Luxem- bourgeoise S.A., SPF	27166
FFDC WL S.à r.l.	27123	Storybakery S.à r.l.	27127
Foostix S.A.	27137	Stratus Invest S.C.A.	27123
FTF Galleon S.A.	27139	Sword Group SE	27126
Gecos Finance S.A.	27138	Toxic New Art s.à r.l.	27127
GI Logibec (Lux) S.à r.l.	27128	Tribeca First S.A.	27126
HCA New Luxembourg 1	27165	Vaglio Lux S.A.	27122
Henderson Gartmore fund	27168	Vermilux S.A.	27122
I.Q. Invest S.à r.l.	27137	Victory (Orange) S.à r.l.	27122
Kerma S.A.	27127	Vicuna Holdings S.A.	27124
King Arthur Properties S.à r.l.	27165	Viking Croisières S.A.	27122
LOVEL Invest S.à r.l.	27167	Walnut Investments S.à r.l.	27122
Lsref3 Tiger Investements S.à r.l.	27124		
Luxembourg Capital Partners III S.C.A.	27124		

Viking Croisières S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 66.395.

Le bilan au 31.12.2013 et les documents y annexés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014715/10.

(150017175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Walnut Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 173.308.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014727/10.

(150016558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Victory (Orange) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 22, rue Michel Welter.
R.C.S. Luxembourg B 168.549.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 29 octobre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 1^{er} décembre 2014.

Référence de publication: 2015015403/11.

(150017484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Vaglio Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3235 Bettembourg, 99, rue de Zoufftgen.
R.C.S. Luxembourg B 73.532.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 28 janvier 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015015404/11.

(150017608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Vermilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 85A, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 102.435.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Administrateur délégué

Référence de publication: 2015015415/12.

(150017967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Silver Sea Properties (Hailsham) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 161.173.

Les comptes annuels au 31 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015316/10.

(150017999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Stratus Invest S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 151.645.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015324/10.

(150018161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

FFDC WL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 192.932.

Les statuts coordonnés au 16 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2015013402/11.

(150015787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Ritchie Bros. Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 153.993.

Les statuts coordonnés au 17 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2015013812/11.

(150016011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

BRC s.à r.l., Business Risk Consultancy s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1424 Luxembourg, 4, rue André Duchscher.
R.C.S. Luxembourg B 144.814.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2015013200/12.

(150015712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Mafilux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 174.274.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015013663/10.

(150016325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Vicuna Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 62.028.

Par la présente, je suis au regret de vous annoncer ma décision de démissionner avec effet immédiat de mes fonctions d'administrateur de votre société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Frédéric MULLER.

Référence de publication: 2015013972/10.

(150016411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Match Est S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 1, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 93.367.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 30.12.2014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 26.01.2015.

Référence de publication: 2015013677/11.

(150015907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Luxembourg Capital Partners III S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 128.377.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013605/11.

(150015514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Lsref3 Tiger Investements S.à .r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 192.147.

Les statuts coordonnés au 17/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/12/2014.

Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015013628/12.

(150016315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

newLIFE Aesthetic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 100, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 150.129.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014006/10.

(150016994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

proRegio S.à r.l. unipersonnelle, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9425 Vianden, 45, rue du Sanatorium.
R.C.S. Luxembourg B 109.318.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014007/10.

(150017008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Camomile London Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 166.941.

Les statuts coordonnés au 12 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2015014108/11.

(150016787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Capernaum Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 108.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015014141/11.

(150017052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Mind In Motion, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8224 Mamer, 8, rue de Dublin.
R.C.S. Luxembourg B 154.312.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2015013690/12.

(150015710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Caram S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 118.059.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014905/9.

(150018083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

D.J S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4744 Pétange, 90, Porte de Lamadelaine.
R.C.S. Luxembourg B 150.321.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FERNANDES GONCALVES PAULA.

Référence de publication: 2015014933/10.

(150017585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Sword Group SE, Société Européenne.

Siège social: L-8399 Windhof, 2-4, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 168.244.

Statuts coordonnés rectificatifs (en remplacement des statuts coordonnés déposés le 4 décembre 2014, référence L140216077) déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013912/11.

(150015979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Tribeca First S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 65.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

TRIBECA FIRST S.A.

Référence de publication: 2015013947/11.

(150015954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

RPFFB Soparfi C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 71.092.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 95.513.

Les comptes consolidés de CBRE Retail Property Fund France Belgium CV au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015015305/13.

(150018152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Storybakery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 154, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 161.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014609/9.

(150017142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Schanen-Raski Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7444 Lintgen, 9B, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 173.786.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014620/9.

(150016509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

A&A Developments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 110.331.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015014786/10.

(150017482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Kerma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 3, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 40.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Administrateur délégué

Référence de publication: 2015013580/12.

(150016024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Toxic New Art s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 51.079.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015014695/14.

(150017257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

GI Logibec (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 25.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 193.843.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the seventh day of January.

Before the undersigned, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

GI Logibec Holdings LLC, a limited liability company established under the laws of Delaware (USA), having its registered address at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, New Castel County, Delaware 19808 (USA), and registered with the State of Delaware (USA) under number 5666373 (the Undersigned),

here represented by Mister Gianpiero SADDI, private employee, whose professional address is in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “GI Logibec (Lux) S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in the municipality of Luxembourg d, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

- 4.1. The Company is formed for an unlimited period.
- 4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares**Art. 5. Capital.**

- 5.1. The share capital is set at twenty-five thousand Canadian dollars (CAD 25,000), represented by twenty-five thousand (25,000) shares in registered form, having a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1) each.
- 5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

- 6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.
- 6.2. The shares are freely transferable between shareholders.
- 6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.
- 6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.
- 6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.
- 6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.
- 6.7. The Company may redeem its own shares, provided:
- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
 - (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation**Art. 7. Appointment and removal of managers.**

- 7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.
- 7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties, or by the signature of the sole manager, or by the joint signature of two managers, or, in cases managers of two classes have been appointed, by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m.. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the

Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2015.

Subscription and payment

GI Logibec Holdings LLC, represented as stated above, subscribes for twenty-five thousand (25,000) shares in registered form, having a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twenty-five thousand Canadian dollars (CAD 25,000).

The amount of twenty-five thousand Canadian dollars (CAD 25,000) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

The amount of twenty-five thousand Canadian dollars (cad 25,000) corresponds to the amount of seventeen thousand seven hundred ninety-four euros and fourteen eurocent (eur 17,796.14) according to the exchange rate published on xe.com on January 7th, 2015. resolutions of the sole shareholder.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as A managers of the Company for a period of an indefinite period:

David Smolen, business man, born in Indiana (USA) on December 4, 1965 with place of residence at 188 The Embarcadero, Suite 700, San Francisco, CA 94105 (USA); and

Roy Kelvin, accountant, born on May 20, 1962 in New York (USA) and with professional address in 188 The Embarcadero, Suite 700, San Francisco, CA 94105 (USA).

The following are appointed as B managers of the Company for a period of an indefinite period:

Costas Constantinides, manager, born on September 17, 1979 in Nicosia (Cyprus), with place of professional residence at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; and

- Russell Proffitt-Perchard, manager, born in Jersey (United Kingdom) on January 16, 1978, with place of professional residence at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is located at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le septième jour de janvier,

Par devant la soussignée Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

GI Logibec Holdings LLC, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Delaware (USA), dont le siège social se situe à Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, New Castle County, Delaware 19808 (USA) et inscrite auprès de l'Etat du Delaware (USA) sous le numéro 5666373 (la Soussignée),

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, dont l'adresse professionnelle se situe au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, la procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «GI Logibec (Lux) S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25.000), représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar canadien (CAD 1) chacune.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3 Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4 Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5 Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne sont pas nécessairement associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents.

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui en principe se situe à Luxembourg.

(ii) Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à condition que lorsque les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou par les signatures conjointes de deux (2) gérants ou par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui le Conseil a délégué des pouvoirs spéciaux.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Lorsque des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société dans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, elle peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-dessus et porteront la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés est considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2 Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

13.5 Si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

14.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2 Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment aux conditions suivantes:

(i) Le Conseil doit établir des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que des bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) le Conseil doit décider de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visio-conférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

GI Logibec Holdings LLC, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à vingt-cinq mille (25.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un dollar canadien (CAD 1) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire de vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25.000).

Le montant de vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25.000) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euro (EUR 1.400).

Le montant de vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25.000) correspond à la somme de dix-sept mille sept cent quatre-vingt-seize Euros et quatorze centimes d'euro (EUR 17.796,14) selon le taux de change publié sur XE.COM le 7 janvier 2015.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, son associé unique, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants A de la Société pour une durée illimitée:
 - David Smolen, homme d'affaires, né le 4 décembre 1965 en Indiana (USA), dont le lieu de résidence se situe au 188 The Embarcadero, Suite 700, Dan Francisco, CA 94105 (USA); et
 - Roy Kelvin, comptable, né le 20 mai 1962 à New York (USA), dont le lieu de résidence se situe au 188 The Embarcadero, Suite 700, Dan Francisco, CA 94105 (USA).
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants B de la Société pour une durée illimitée:
 - Costas Constantinides, gérant, né le 17 septembre 1979 à Nicosie (Chypre), dont le lieu de résidence professionnelle se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; et
 - Russell Proffitt-Perchard, gérant, né le 16 janvier 1978 à Jersey (Royaume-Uni), dont le lieu de résidence professionnelle se situe au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est établi au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 16 janvier 2015. 2LAC/2015/1212. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012061/522.

(150014099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Foostix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3922 Mondercange, 151, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 193.531.

Les statuts coordonnés au 08 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013416/9.

(150016127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

I.Q. Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 59, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 152.231.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015013489/9.

(150016086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

By Kadrance Investment Advisor (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1480 Luxembourg, 4, boulevard Paul Eyschen.

R.C.S. Luxembourg B 184.113.

Il résulte des actes de la Société que les associés Hippolyte Bouigue et Alexandra Bouigue ont cédé, à ce jour, la totalité de leurs parts, à savoir 1875 parts chacun, à ACH Conseil Limitée qui devient de ce fait l'actionnaire unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014107/12.

(150017321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Gecos Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place de Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 140.617.

L'AN DEUX MILLE QUINZE, LE SIX JANVIER

Pardevant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Monsieur Federico FRANZINA, demeurant professionnellement au 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire du conseil d'administration de la société anonyme GECOS FINANCE S.A., ayant son siège social au L-2613 Luxembourg, 5, Place du Théâtre et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86.251,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par le conseil d'administration en date du 5 janvier 2015.

Le procès-verbal de ladite résolution du conseil d'administration se trouve annexé aux présentes.

Lequel comparant, es-qualité qu'il agit, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1. Par acte reçu par le notaire soussigné en date du 14 novembre 2014, les conseils d'administration de la société anonyme GECOS FINANCE S.A. et de la société anonyme NOEL INTERNATIONAL S.A., avec siège social au L-2613 Luxembourg, 5, Place du Théâtre, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86.251, ont établi un projet de fusion par lequel les Sociétés Fusionnantes proposent d'effectuer une fusion ayant pour effet de transmettre l'intégralité du patrimoine, activement et passivement, tel qu'il existera au jour de la réalisation de la fusion de chaque Société Fusionnante à une société à constituer et issue de la fusion, à dénommer «GECFIN S.A.». Le projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 25 novembre 2014 n. 3531 page 169474.

2. Le comparant, es-qualité qu'il agit, déclare que, étant donné que NOEL INTERNATIONAL S.A. précitée a été transférée du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 15 décembre 2014, et que suite à cet acte, ladite société a été radiée du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg en date du 30 décembre 2014, ledit projet de fusion est devenu caduc.

3. Le comparant, es-qualité qu'il agit, requiert le notaire soussigné d'acter ces déclarations et de déposer le présent acte au Registre de Commerce et des Sociétés aux fins de documenter la caducité de ce projet de fusion ainsi qu'aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. FRANZINA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 janvier 2015. Relation: 1LAC/201/698. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015015045/40.

(150017490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Capernaum Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 108.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015014142/11.

(150017053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

FTF Galleon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 154.340.

FTF GALLEON S.A.

oraz

FTF GALLEON SPÓŁKA AKCYJNA

WSPÓLNY PLAN POŁ CZENIA TRANSGRANICZNEGO

NINIEJSZY WSPÓLNY PLAN POŁACZENIA TRANSGRANICZNEGO ZOSTAŁ SPORZADZONY DNIA 16 LUTEGO 2015 R. PRZEZ:

LACZACE SIE SPOLKI:

(i) FTF Galleon spółka akcyjna, zarejestrowana i prowadząca działalność zgodnie z prawem Rzeczypospolitej Polskiej, z siedzibą przy al. Jerozolimskich 56C, 00-803 Warszawa, Polska, zarejestrowana w rejestrze przedsiębiorców Krajowego Rejestru Sądowego, prowadzonym przez Sąd Rejonowy dla m.st. Warszawy w Warszawie, XII Wydział Gospodarczy Krajowego Rejestru Sądowego, pod nr KRS 0000440989, numer identyfikacji podatkowej NIP 527-268-71-89, o kapitale zakładowym w wysokości 100.000,00 zł (słownie: sto tysięcy złotych) opłaconym w całości, reprezentowana przez (i) Prezesa Zarządu Pana Jarosława Tomasza GRODZKIEGO, (ii) Wiceprezesa Zarządu Pana Mariusza Aleksandra WANIOŁKA, oraz (iii) Wiceprezesa Zarządu Pana Roberta Edwarda OSKARDA (zwana dalej "FTF PL" lub "Spółka Przejmująca").

Oraz

(ii) FTF Galleon S.A., spółka akcyjna (société anonyme) zarejestrowana i prowadząca działalność zgodnie z prawem Wielkiego Księstwa Luksemburga, z siedzibą w Luksemburgu 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg, wpisana do rejestru spółek handlowych Luxembourg -Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg pod numerem B 154.340, numer identyfikacji podatkowej 2010 2214 855, o kapitale zakładowym w wysokości 56.424.249,00 Euro (słownie: pięćdziesiąt sześć milionów czterysta dwadzieścia cztery tysiące dwieście czterdzieści dziewięć euro) opłaconym w całości, reprezentowana przez pełnomocnika Pana Grzegorz MIRO SKIEGO (zwana dalej "FTF LUX" lub "Spółka Przejmowana")

WSTEP:

Łączące się Spółki (jak zdefiniowano poniżej) zamierzają dokonać transgranicznego połączenia poprzez przeniesienie na Spółkę Przejmującą całego majątku Spółki Przejmowanej w drodze sukcesji uniwersalnej oraz rozwiązanie Spółki Przejmowanej bez przeprowadzania jej likwidacji w celu:

- (a) restrukturyzacji i racjonalizacji swoich działań poprzez optymalizację i uproszczenie ich struktur własnościowych;
- (b) osiągnięcia, poprzez uproszczenie administracyjnej struktury grupy, bardziej efektywnego zarządzania swoją działalnością, między innymi poprzez optymalne użycie zasobów ludzkich i materialnych grupy, racjonalizację wewnętrznych procedur oraz realizację oszczędności kosztowych w zarządzaniu, księgowości oraz podatkowych procedurach zgodności;
- (c) umożliwienia użycia złotych polskich jako wspólnej waluty oraz języka polskiego jako głównego języka we wszelkiej komunikacji i transakcjach w grupie, a poprzez to generowane korzyści w relacji do działań operacyjnych, jak również wypełniania obowiązków zgodności regulacyjnych (np. przygotowanie skonsolidowanego sprawozdania finansowego wraz z audytem, wypełnianie formularzy podatkowych).

Spółka Przejmowana i Spółka Przejmująca znajdują się pod wspólną kontrolą tej samej osoby fizycznej, posiadającej więcej niż 85% praw głosu w każdej z łączących się Spółek.

Łączące się Spółki zamierzają przeprowadzić Połączenie (jak zdefiniowano poniżej) zgodnie z wymogami prawa polskiego, właściwego dla Spółki Przejmującej, oraz wymogami prawa luksemburskiego, właściwego dla Spółki Przejmowanej, tj.:

(a) Tytułem IV, Działem I, Rozdziałem 21 („Transgraniczne łączenie się spółek kapitałowych i komandytowo-akcyjnych”) Polskiego Prawa Spółek (jak zdefiniowano poniżej), oraz

(b) Sekcja XIV Luksemburskiego Prawa Spółek (jak zdefiniowano poniżej) znajdująca zastosowanie do spółek istniejących i zarejestrowanych zgodnie z prawem luksemburskim, implementująca zapisy Dyrektywy 2005/56/EC Parlamentu Europejskiego oraz Rady z dnia 26 października 2005 r. dotyczącej transgranicznego łączenia się spółek kapitałowych.

W wyniku Połączenia transgranicznego, w Dniu Połączenia (jak zdefiniowano poniżej):

(a) Spółka Przejmująca nabeędzie cały majątek Spółki Przejmowanej w drodze sukcesji uniwersalnej (w tym w szczególności własność kapitału akcyjnego spółek zależnych Spółki Przejmowanej), a

(b) Spółka Przejmowana zostanie rozwiązana i przestanie istnieć bez likwidacji lub konieczności przeprowadzania odrębnego postępowania likwidacyjnego.

POSTANOWIONO CO NASTĘPUJE:

1. Definicje.

1.1 Na potrzeby niniejszego Wspólnego Planu Połączenia Transgranicznego, poniższe wyrażenia będą miały następujące znaczenie (chyba, że z kontekstu będzie wynikać inaczej):

„Spółka Przejmująca” oznacza FTF PL;

„Wspólny Plan Połączenia Transgranicznego” lub „Plan Połączenia” oznacza niniejszy dokument;

„Luksemburskie Prawo Spółek” oznacza luksemburską ustawę z dnia 10 sierpnia 1915 r. o spółkach handlowych z późniejszymi zmianami, pozostająca w mocy;

„Dyrektywa” oznacza Dyrektywę 2005/56/EC Parlamentu Europejskiego oraz Rady z 26 października 2005 r. w sprawie transgranicznego łączenia się spółek kapitałowych, z późniejszymi zmianami;

„Spółka Przejmowana” oznacza FTF LUX;

„Pracownicy” oznacza pracowników łączących się Spółek pozostających w stosunku pracy w Dniu Połączenia, jeśli takowi istnieją;

„EUR” oznacza prawny środek płatniczy w Unii Europejskiej;

„Polskie Prawo Spółek” oznacza Kodeks Spółek Handlowych z dnia 15 września 2000 r., z późniejszymi zmianami;

„PLN” lub „złoty” oznacza prawny środek płatniczy w Rzeczypospolitej Polskiej;

„Połączenie” oznacza transgraniczne połączenie łączących się Spółek opisane w punkcie 2 niniejszego Planu Połączenia;

„Łączące się Spółki” oznacza Spółkę Przejmowaną i Spółkę Przejmującą; każda z osobną zwaną dalej „Łącząca się Spółka”;

„Dzień Połączenia” oznacza dzień wpisania Połączenia do rejestru właściwego dla Spółki Przejmującej, określony w punkcie 3.1 niniejszego Planu Połączenia.

„Akcje” lub „Akcje z Połączenia” oznacza 4.016.585.967 (słownie: cztery miliardy szesnastdzieści milionów pięćset osiemdziesiąt pięć tysięcy dziewięćset sześćdziesiąt siedem) akcji zwykłych imiennych Spółki Przejmującej, o wartości nominalnej 1,00 zł (słownie: jeden złoty) każda, które Spółka Przejmująca wyda akcjonariuszom Spółki Przejmowanej w proporcji do ich udziału w kapitale akcyjnym tej spółki w wyniku Połączenia.

1.2 O ile nie wskazano inaczej, odniesienia do artykułów są odniesieniami do artykułów niniejszego Planu Połączenia.

1.3 Nagłówki artykułów niniejszego Planu Połączenia zostały zastosowane w celu odpowiedniego odniesienia i nie mają wpływu na ich interpretację.

2. Transgraniczne połączenie.

2.1 Połączenie zostanie przeprowadzone zgodnie z wymogami prawa polskiego, właściwego dla Spółki Przejmującej, oraz wymogami prawa luksemburskiego, właściwego dla Spółki Przejmowanej, tj.:

(a) Tytułem IV, Działem I, Rozdziałem 21 („Transgraniczne łączenie się spółek kapitałowych i komandytowo-akcyjnych”) Polskiego Prawa Spółek, oraz

(b) Sekcja XIV Luksemburskiego Prawa Spółek znajdująca zastosowanie do spółek istniejących i zarejestrowanych zgodnie z prawem luksemburskim, implementująca zapisy Dyrektywy 2005/56/EC Parlamentu Europejskiego oraz Rady z dnia 26 października 2005 r. dotyczącej transgranicznego łączenia się spółek kapitałowych.

2.2 W wyniku Połączenia transgranicznego, w Dniu Połączenia:

(a) cały majątek Spółki Przejmowanej zostanie przeniesiony na Spółkę Przejmującą w drodze sukcesji uniwersalnej;

(b) Spółka Przejmowana zostanie rozwiązana i przestanie istnieć bez likwidacji lub konieczności przeprowadzania odrębnego postępowania likwidacyjnego.

2.3 W toku Połączenia kapitał zakładowy Spółki Przejmującej zostanie podwyższony o kwotę 4.016.585.967,00 zł (słownie: cztery miliardy szesnastdzieści milionów pięćset osiemdziesiąt pięć tysięcy dziewięćset sześćdziesiąt siedem złotych). Akcjonariusze Spółki Przejmowanej otrzymają Akcje z Połączenia w ilości proporcjonalnej do ich udziału w kapitale akcyjnym Spółki Przejmowanej.

2.4 Wysokość kapitału zakładowego każdej z łączących się Spółek według stanu na dzień sporządzenia Planu Połączenia oraz sposób i wartość, o jaką zostanie podwyższony w wyniku Połączenia kapitał zakładowy w Spółce Przejmującej określone zostały w punkcie 5 poniżej.

2.5 Projekt nowego, ujednoliconego brzmienia Statutu Spółki Załącznik nr 1.

3. Dzie połączenia.

3.1 Połączenie wejdzie w życie zgodnie z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek w zw. z art. 493 § 2 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 12 Dyrektywy tj. w dniu wpisania Połączenia do rejestru przedsiębiorców Spółki Przejmującej.

3.2 Wszelkie transakcje Spółki Przejmowanej dokonane po Dniu Połączenia uważa się za dokonane na rachunek Spółki Przejmującej.

4. Forma prawna, Firma, Siedziba i numery identyfikacyjne łączących się spółek (Artykuł 516³ pkt 1 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) i 262 (2) a) i b) Luksemburskiego Prawa Spółek).

4.1 Łączące się Spółki to:

(a) Spółka Przejmująca, tj. FTF Galleon spółka akcyjna, zarejestrowana i prowadząca działalność zgodnie z prawem Rzeczypospolitej Polskiej, z siedzibą przy al. Jerozolimskich 56C, 00-803 Warszawa, Polska, zarejestrowana w rejestrze przedsiębiorców Krajowego Rejestru Sądowego, prowadzonym przez Sad Rejonowy dla m.st. Warszawy w Warszawie, XII Wydział Gospodarczy Krajowego Rejestru Sądowego, pod nr KRS 0000440989, numer identyfikacji podatkowej NIP 527-268-71-89.

(b) Spółka Przejmująca posiada kapitał zakładowy wynoszący 100.000,00 zł (słownie: sto tysięcy złotych), który dzieli się na 100.000 (słownie: sto tysięcy) akcji zwykłych imiennych, o wartości nominalnej 1 zł (słownie: jeden złoty) każda, wszystkie w pełni opłacone.

(c) Spółka Przejmowana, tj. FTF Galleon S.A. spółka akcyjna (société anonyme) zarejestrowana i prowadząca działalność zgodnie z prawem Wielkiego Księstwa Luksemburga, z siedzibą w Luksemburgu 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L- 16533 Luxembourg, wpisana do rejestru spółek handlowych Luxembourg - Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg pod numerem B 154340, numer identyfikacji podatkowej 2010 2214 855.

(d) Spółka Przejmowana posiada kapitał zakładowy w kwocie 56.424.249,00 Euro (słownie: pięćdziesiąt sześć milionów czterysta dwadzieścia cztery tysiące dwieście czterdzieści dziewięć euro), który dzieli się na 56.424.249 (słownie: pięćdziesiąt sześć milionów czterysta dwadzieścia cztery tysiące dwieście czterdzieści dziewięć) akcji zwykłych, o wartości nominalnej EUR 1 (słownie: jeden euro) każda, wszystkie w pełni opłacone.

4.2 Spółka Przejmowana działa w formie prawnej „société anonyme” (tłumaczenie angielskiego odpowiednika „public limited company”) i spełnia warunki z art. 23 (1) Luksemburskiego Prawa Spółek, natomiast Spółka Przejmująca to „spółka akcyjna” zarejestrowana na podstawie Polskiego Prawa Spółek i spełniająca warunki art. 491 § 1¹ Polskiego Prawa Spółek w związku z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek, a w związku z tym Łączące się Spółki kwalifikują się do kategorii spółek akcyjnych w rozumieniu definicji zawartej w art. 1 Pierwszej Dyrektywy Rady nr 68/151/EWG z dnia 9 marca 1968 roku.

4.3 Nie zachodzą żadne przesłanki wykluczające Połączenie, o których mowa w art. 516² Polskiego Prawa Spółek i art. 491 Polskiego Prawa Spółek w związku z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek.

5. Stosunek wymiany akcji spółki przejmowanej na akcje spółki przejmującej (Artykuł 516³ pkt 2 Polskiego Prawa Spółek i art. 261 (2) b) Luksemburskiego Prawa Spółek).

5.1 Stosunek wymiany został określony przez Zarządy Łączących się Spółek i oparty jest na godziwej wartości akcji każdej z Łączących się Spółek. Akcjonariusze Spółki Przejmowanej otrzymają proporcjonalnie do ich udziału w kapitale akcyjnym Spółki Przejmowanej, łączną liczbę 4.016.585.967 (słownie: cztery miliardy szesnaście milionów pięćset osiemdziesiąt pięć tysięcy dziewięćset sześćdziesiąt siedem) nowo utworzonych akcji w podwyższonym kapitale zakładowym Spółki Przejmującej o nominalnej wartości 1,00 zł (słownie: jeden złoty) każda, w zamian za 56.424.249 (słownie: pięćdziesiąt sześć milionów czterysta dwadzieścia cztery tysiące dwieście czterdzieści dziewięć) akcji Spółki Przejmowanej o nominalnej wartości 1,00 EUR (słownie: jedno euro) każda, stanowiących 100 % jej kapitału zakładowego. Odpowiednie wyliczenia i szacunki przedstawione zostały w Załączniku nr 2.

5.2 Nie przewiduje się dopłat pieniężnych dla Akcjonariuszy Spółki Przejmowanej.

5.3 Proponuje się, aby wszyscy akcjonariusze każdej z Łączących się Spółek wyrazili zgodne na odstąpienie od obowiązku badania Planu Połączenia, w tym w szczególności badania zastosowanego parytetu wymiany akcji, przez niezależnego biegłego zgodnie z art. 516⁶ § 3 w związku z art. 503¹ § 2 w związku z odpowiednio stosowanym art. 312¹ § 1 pkt. 3 Polskiego Prawa Spółek i art. 266 (5) Luksemburskiego Prawa Spółek.

6. Podwyższenie kapitału akcyjnego spółki przejmującej oraz zasady przydziału akcji spółki przejmującej akcjonariuszom spółki przejmowanej (art. 492 § 1 ust 1 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) c) Luksemburskiego Prawa Spółek).

6.1 Kapitał zakładowy Spółki Przejmującej wynosi 100.000,00 zł (słownie: sto tysięcy złotych), który dzieli się na 100.000 (słownie: sto tysięcy) akcji zwykłych imiennych, o wartości nominalnej 1 zł (słownie: jeden złoty) każda, wszystkie w pełni opłacone.

6.2 Wycena nowych akcji przydzielonych w Spółce Przejmującej dla akcjonariuszy Spółki Przejmowanej została określona w oparciu o wartość aktywów netto Spółki Przejmowanej na podstawie Bilansu z dnia 1 stycznia 2015 i wynika z wartości godziwej Spółki Przejmowanej ustalonej w audytowanym zgodnie z Międzynarodowymi Standardami Sprawozdawczości Finansowej sprawozdaniu finansowym Spółki Przejmowanej na dzień 31.12.2014 tj. za poprzedni rok obrotowy.

Wartość aktywów netto Spółki Przejmowanej wynosi 4.016.585.966,32 zł i stanowi równowartość 942.351.774,00 EUR według kursu redniego Narodowego Banku Polskiego ogłoszonego na dzień 31 grudnia 2014 r.

6.3 Ilość akcji ustalona w wyniku przyjętego stosunku wymiany, powinna być zaokrąglona do góry do liczby całkowitej. Ułamek Akcji z Połączenia, który nie zostanie pokryty na zasadzie wymiany akcji, zostanie opłacony przez akcjonariuszy Spółki Przejmowanej w gotówce.

Akcjonariusze Spółki Przejmowanej będą zobowiązani do następujących dopłat:

(a) Pan Michał SOŁOWOW zobowiązany będzie do zapłaty na rzecz Spółki Przejmującej ogółem 0,59 zł (słownie: pięćdziesiąt dziewięć groszy) w gotówce,

(b) Pani Barbara SOŁOWOW zobowiązana będzie do zapłaty na rzecz Spółki Przejmującej ogółem 0,09 zł (słownie: dziewięć groszy) w gotówce.

6.4 Płatności w/w kwoty będzie dokonane w terminie 30 (trzydziestu) dni od Dnia Połączenia.

6.5 W wyniku realizacji połączenia transgranicznego, kapitał zakładowy Spółki Przejmującej zostanie podwyższony o kwotę 4.016.585.967,00 zł (słownie: cztery miliardy szesnastę milionów pięćset osiemdziesiąt pięć tysięcy dziewięćset sześćdziesiąt siedem złotych) poprzez utworzenie 4.016.585.967 (słownie: cztery miliardy szesnastę milionów pięćset osiemdziesiąt pięć tysięcy dziewięćset sześćdziesiąt siedem) nowych akcji zwykłych imiennych o wartości nominalnej 1,00 zł (słownie: jeden złoty) każda na tych samych warunkach co istniejące akcje. Podwyższenie kapitału stanie się skuteczne z Dniem Połączenia.

Akcjonariusze Spółki Przejmującej	Kapitał zakładowy na dzie podpisa nia planu połącze nia	%	Kapitał zakładowy y po podnie niu kapitału oraz zakońc zeniu Połączeni a	%
Michał Sołowow	100.000	100,00%	3.504.227.768	87,24 %
Barbara Sołowow	0	0,00%	512.458.199	12,76%
OGÓŁEM	100.000	100,00%	4.016.685.967	100,00%

7. Prawo do dywidendy (Artykuł 516³ pkt 6 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) d) Luksemburskiego Prawa Spółek).

7.1 Akcje z Połączenia będą uczestniczyły w zyskach i stratach Spółki Przejmującej od dnia następującego po Dniu Połączenia.

8. Prawa przyznane przez spółkę przejmującą właścicielom obligacji lub innych papierów wartościowych (Artykuł 516³ pkt 3, 4, 5, 7 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) f) Luksemburskiego Prawa Spółek).

8.1 Spółka Przejmowana nie emitowała żadnych obligacji lub papierów wartościowych poza akcjami w kapitale zakładowym Spółki Przejmowanej. Z tego względu nie zostanie ustalony stosunek, o którym mowa w art. 516³ pkt. 3 Polskiego Prawa Spółek i nie zostaną przyznane żadne prawa, o których mowa w art. 516³ pkt. 4 Polskiego Prawa Spółek oraz 499 § 1 pkt 5 Polskiego Prawa Spółek, art. 511 § 2 Polskiego Prawa Spółek w związku z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek oraz Sekcja 261 (2) f) Luksemburskiego Prawa Spółek.

8.2 Żadna z Łączących się Spółek nie wyemitowała żadnych akcji ze specjalnymi prawami. Z tego względu nie zostaną ustalone żadne inne warunki dotyczące przyznania akcji lub innych papierów wartościowych w Spółce Przejmującej, o których mowa w art. 516³ pkt. 5 Polskiego Prawa Spółek oraz 499 § 1 punkt 5 Polskiego Prawa Spółek i art. 511 § 2 Polskiego Prawa Spółek w związku z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek oraz 261 (2) f) Luksemburskiego Prawa Spółek.

8.3 W związku z faktem, że żadna z Łączących się Spółek nie emitowała żadnych innych niż akcje własne papierów wartościowych uprawniających do uczestnictwa w zysku, nie zostanie określone dzień, od którego takie inne papiery wartościowe uprawniałyby do uczestnictwa w zysku Łączących się Spółek zgodnie z art. 516³ pkt. 7 Polskiego Prawa Spółek oraz Sekcj 261 (2) f) Luksemburskiego Prawa Spółek.

9. Korzyści przyznane członkom organów łączących się spółek (Artykuł 516³ pkt 8 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) g) Luksemburskiego Prawa Spółek).

9.1 Nie przyznaje się specjalnych korzyści członkom zarządu lub innym członkom jednostek administracyjnych, zarządczych, nadzorczych czy kontrolnych Łączących się Spółek.

10. Warunki egzekucji praw wierzycieli i współników mniejszosciovych (Artykuł 516³ pkt 9 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) c) Luksemburskiego Prawa Spółek).

10.1 Zgodnie z polskim prawem, Połączenie nie wpływa na prawa wierzycieli i współników mniejszosciovych, a wierzyciele Spółki Przejmowanej po Dniu Połączenia uprawnieni będą do dochodzenia swoich roszczeń od Spółki Przejmującej. Dokładna informacja na temat dochodzenia roszczeń przez wierzycieli będzie dostępna nieprzerwanie do Dnia Połączenia

w siedzibie Spółki Przejmującej oraz do Dnia Połączenia również w siedzibie Spółki Przejmowanej. Każdy wierzyciel łączących się Spółek jest chroniony odpowiednimi przepisami określonymi w artykule art. 516¹⁰ Polskiego Prawa Spółek.

10.2 Na podstawie art. 516¹⁰ § 2 Polskiego Prawa Spółek każdy wierzyciel Spółki Przejmowanej albo Spółki Przejmującej może adac zabezpieczenia swoich roszczeń, jeżeli uprawdopodobni, że ich zaspokojenie jest zagrożone przez Połączenie.

10.3 W razie sporu sąd właściwy według siedziby Spółki Przejmującej rozstrzygnie o udzieleniu zabezpieczenia na wniosek wierzyciela Spółki Przejmowanej albo Spółki Przejmującej, złożony w terminie dwóch miesięcy od dnia ogłoszenia Planu Połączenia w Polsce.

10.4 Wniosek wierzyciela nie wstrzymuje wydania przez polski sąd rejestrowy zaświadczenia o zgodności z prawem polskiego połączenia transgranicznego.

10.5 Zgodnie z luksemburskim prawem, na podstawie art. 268 Luksemburskiego Prawa Spółek, wierzyciele łączących się spółek których roszczenia powstały przed dniem publikacji protokołów walnych zgromadzeń akcjonariuszy łączących się spółek zatwierdzających Połączenie, niezależnie od jakichkolwiek postanowień umownych, mogą wnieść w terminie dwóch miesięcy od dnia publikacji tych protokołów, do przewodniczącego wydziału sądu rejonowego (tribunal d'arrondissement) właściwego w sprawach handlowych według siedziby Spółki Przejmowanej wniosek w trybie pilnym o zabezpieczenie wymagalnych i niewymagalnych wierzytelności, uprawdopodobniając jednocześnie że ich zaspokojenie jest zagrożone przez połączenie oraz że spółka nie zabezpieczyła ich roszczeń w odpowiedni sposób.

Przewodniczący sądu mając na uwadze majątek spółki po Połączeniu, oddali wniosek jeśli wierzyciel jest już w posiadaniu wystarczających zabezpieczeń albo jeśli ustanowienie dodatkowych zabezpieczeń jest niecelowe. Spółka Przejmowana może wnieść o odrzucenie wniosku w związku ze spłatą wierzyciela, nawet w przypadku niewymagalnych wierzytelności. Jeśli zabezpieczenia nie zostaną ustanowione w wymaganym terminie, wierzytelność staje się wymagalna. Powyższa procedura ochrony wierzycieli nie ma wpływu na wdrożenie połączenia, które stanie się skutecznie pomimo potencjalnych roszczeń wierzycieli.

11. Procedury, Według których zostaną określone zasady udziału pracowników w ustaleniu ich praw uczestnictwa w organach FTF PL, Zgodnie z odrębnymi przepisami (Artykuł 516³ pkt 10 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) c) Luksemburskiego Prawa Spółek).

11.1 Łączące się Spółki nie zatrudniają żadnych pracowników.

12. Prawdopodobny wpływ połączenia na stan zatrudnienia w spółce przejmującej (Artykuł 516³ pkt 11 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) b) Luksemburskiego Prawa Spółek).

12.1 Połączenie nie będzie miało wpływu na stan zatrudnienia w Spółce Przejmującej. Ponadto z uwagi na fakt, że Spółka Przejmowana nie zatrudnia pracowników nie nastąpi przejście zakładu pracy na nowego pracodawcę w rozumieniu art. 231 polskiego Kodeksu Pracy.

13. Dzień, Od którego czynności łączących się spółek będą uważane, Dla celów rachunkowości, Za czynności dokonywane na rachunek spółki przejmującej, Z Uwzględnieniem przepisów polskiej ustawy o rachunkowości (Artykuł 516³ pkt 12 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) e) Luksemburskiego Prawa Spółek).

13.1 Połączenie nastąpi z Dniem Połączenia, o którym mowa w punkcie 3 powyżej.

13.2 Zgodnie z postanowieniami Polskiego Prawa Spółek oraz artykułem 44a ust. 1 i ust. 3 Polskiej Ustawy o Rachunkowości Połączenie będzie skuteczne, dla celów rachunkowości, z Dniem Połączenia. Od Dnia Połączenia wszelkie transakcje Spółki Przejmowanej będą traktowane do celów księgowych jako transakcje Spółki Przejmującej.

14. Informacja na temat wyceny aktywów i pasywów przenoszonych na spółkę przejmującą (Artykuł 516³ pkt 13 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) d) Luksemburskiego Prawa Spółek).

14.1 Aktywa Spółki Przejmowanej przenoszone na Spółkę Przejmującą zostały oszacowane w bilansie Spółki Przejmowanej stanowiącym Załącznik nr 3 oraz przedstawione w poniższym zestawieniu:

Aktywa trwałe	EUR
Inwestycje długoterminowe	1.045 559.200,00
Razem Aktywa trwałe	1.045 559.200,00
Aktywa obrotowe	
Należności handlowe i pozostałe	15.717,00
Środki pieniężne	2 701 086,00
Razem Aktywa obrotowe	2 716 803,00
Razem Aktywa	1 048 276 003,00

14.2 Zobowiązania Spółki Przejmowanej przenoszone na Spółkę Przejmującą zostały oszacowane w bilansie Spółki Przejmowanej stanowiącym Załącznik nr 3 oraz przedstawione w poniższym zestawieniu:

Pasywa	EUR
Kapitał akcyjny	56 424 249,00

Kapitał zapasowy	432 546 262,00
Kapitał z Aktuwlizacji wyceny	300 319 680,00
Różnice kursowe z aktualizacji wyceny	-19 471 789,00
Zysk/strata	172 533 372,00
	<hr/>
	942 351 774,00
Zobowiązania bieżące	
Pozyczki	105 401 129,00
Zobowiązania handlowe i pozostałe	335 447,00
Bieżące zobowiązania podatkowe	187 653,00
	<hr/>
Razem zobowiązania bieżące	105 924 229,00
Razem zobowiązania	105 924 229,00
	<hr/>
Razem Pasywa	1 048 276 003,00

14.3 Zadna z Łączących się Spółek nie wyemitowała akcji ze specjalnymi prawami oraz papierów wartościowych innych, niż akcje Łączących się Spółek.

15. Zamknięcie ksiąg rachunkowych (Artykuł 516³ pkt 14 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) e) Luksemburskiego Prawa Spółek).

15.1 Księgi rachunkowe Spółki Przejmującej, wykorzystane do ustalenia warunków Połączenia zostały zamknięte na dzień 1 stycznia 2015 r.

15.2 Oświadczenie zawierające informacje o stanie księgowym Spółki Przejmującej na dzień 1 stycznia 2015 roku stanowi Załącznik nr 4 do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa. Oświadczenie to nie stanowi załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

15.3 Księgi rachunkowe Spółki Przejmowanej, wykorzystane do ustalenia warunków Połączenia zostały zamknięte na dzień 1 stycznia 2015 r.

15.4 Oświadczenie zawierające informacje o stanie księgowym Spółki Przejmowanej na dzień 1 stycznia 2015 roku stanowi Załącznik nr 5 do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa. Oświadczenie to nie stanowi załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

16. Statut spółki przejmującej (Artykuł 516³ pkt 15 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) a) Luksemburskiego Prawa Spółek).

16.1 W wyniku Połączenia Statut Spółki Przejmującej zostanie zmieniony. Projekt proponowanych zmian Statutu Spółki Przejmującej został dołączony w formie Załącznika nr 1 (projekt tekstu jednolitego ze zmianami) oraz Załącznika nr 8 (projekt zmian), który zostanie złożony polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa, ale nie będzie stanowił załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

17. Projekty uchwał.

17.1 Zarządy Łączących się Spółek zaakceptowały niniejszy Plan Połączenia, oraz przygotowały pisemne sprawozdanie dotyczące Połączenia oraz jego wdrożenia w Łączących się Spółkach, zgodnie z art. 516⁵ § 1 Polskiego Prawa Spółek oraz 265 Luksemburskiego Prawa Spółek.

17.2 Uchwały Zarządów Łączących się Spółek akceptujące Plan Połączenia zostaną załączone do Planu Połączenia składanego polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa jako Załącznik nr 6 oraz Załącznik nr 7, ale nie będą stanowiły załączników do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

17.3 Projekt uchwały zgromadzenia akcjonariuszy Spółki Przejmującej w sprawie połączenia Spółki Przejmującej ze Spółką Przejmowaną stanowi Załącznik nr 8 do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa. Projekt tej uchwały nie stanowi załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

17.4 Projekt uchwały walnego zgromadzenia akcjonariuszy Spółki Przejmowanej w sprawie połączenia z Spółką Przejmującą stanowi Załącznik nr 9 do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa. Projekt tej uchwały nie stanowi załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

18. Postanowienia końcowe.

18.1 Wejście w życie niniejszego Planu Połączenia jest uwarunkowane od akceptacji jego brzmienia przez Zgromadzenia akcjonariuszy każdej z Łączących się Spółek.

Kielce, 16.02.2015.

Zarząd FTF Galleon spółka akcyjna

Pan Jarosław Tomasz GRODZKI / Pan Grzegorz MIRONSKI / Pan Mariusz Aleksander WANIOŁKA / Pan Robert Edward OSKARD

Prezes Zarządu / Wiceprezes Zarządu / Wiceprezes Zarządu / -

FTF GALLEON S.A.

et

FTF GALLEON SPÓŁKA AKCYJNA

PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIERE

CE PROJET COMMUN DE FUSION A ÉTÉ RÉDIGÉ LE 16 FEVRIER 2015 PAR LES PARTIES SUIVANTES

SOCIETES FUSIONNANTES:

(i) FTF Galleon spółka akcyjna, une société par actions constituée et existante selon les lois de Pologne, ayant son siège social au 56C Jerozolimskich Av., 00-803 Varsovie, Pologne, immatriculée au registre des entrepreneurs du tribunal d'arrondissement de la ville de Varsovie à Varsovie sous le numéro KRS 0000440989, portant le numéro d'identification fiscale (NIF) 527-268-71-89, ayant un capital social de PLN 100.000,- (cent mille zlotys), entièrement libéré, représentée par: (i) le PDG M. Jarosław Tomasz GRODZKI, (ii) le Directeur Général Délégué M. Mariusz Aleksander WANIOŁKA, et (iii) le Directeur Général Délégué M. Robert Edward OSKARD (ci-après dénommée «FTF PL» ou la «Société Absorbante»);

et

(ii) FTF Galleon S.A., une société anonyme constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154340, portant le numéro d'identification fiscale 2010 2214 855, ayant un capital social de EUR 56.424.249,- (cinquante-six millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-neuf euros) entièrement libéré (ci-après dénommée «FTF LUX» ou la «Société Absorbée»).

INTRODUCTION:

Les Sociétés Fusionnantes (telles que définies ci-dessus) envisagent de réaliser une fusion transfrontalière qui s'effectuera par le transfert à la Société Absorbante de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée via une succession universelle et la dissolution de la Société Absorbée sans liquidation afin de:

- (a) restructurer et rationaliser leurs activités en optimisant et simplifiant leur structure de participation;
- (b) permettre, en simplifiant la structure administrative du groupe, une gestion plus efficace des affaires, notamment à travers l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles du groupe, la rationalisation de leurs procédures internes et la réalisation d'économies de coûts dans leurs procédures de conformité à la gestion et à la comptabilité;
- (c) permettre l'utilisation du zloty en tant que monnaie unique et du polonais en tant que langue principale dans toutes les communications et transactions du groupe, générant ainsi des avantages relatifs aux activités opérationnelles et à leurs obligations réglementaires de conformité (e.x.: la préparation des états financiers consolidés vérifiés, le dépôt des déclarations de revenu).

La Société Absorbée et la Société Absorbante sont sous le contrôle commun de la personne physique détenant plus de 85% des droits de vote dans chacune des Sociétés Fusionnantes.

Les Sociétés Fusionnantes envisagent de réaliser la Fusion (telle que définie ci-dessous) conformément aux exigences du droit polonais, applicable à la Société Absorbante, ainsi qu'aux exigences du droit luxembourgeois, applicable à la Société Absorbée, i.e.:

(a) titre IV, Section I, Chapitre 21 de la Loi Polonaise sur les Sociétés (telle que définie ci-dessous) («fusions transfrontalières de sociétés de capitaux et de sociétés en commandite par actions»), et

(b) section XIV de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés (telle que définie ci-dessous) applicable aux sociétés constituées et existantes selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg appliquant les dispositions de la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux..

En conséquence de la fusion, à la Date de Fusion (telle que définie ci-dessous):

(a) tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante par succession universelle de titre (en particulier, la détention du capital social des sociétés),

(b) la Société Absorbée sera dissoute et cessera d'exister sans liquidation ou imitation d'une procédure de liquidation séparée.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT:

1. Définitions.

1.1 Aux fins de ce Projet Commun de Fusion Transfrontalière, les termes suivants auront les définitions suivantes (sauf indication contraire du contexte):

«Société Absorbante» signifie FTF PL;

«Projet Commun de Fusion Transfrontalière» ou «Projet de Fusion» signifie ce document;

«Loi luxembourgeoise sur les Sociétés» signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et actuellement en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg;

«Directive» signifie la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, telle que modifiée;

«Société Absorbée» signifie FTF LUX;

«Employés» signifie les salariés des Sociétés Fusionnantes employés à compter de la Date de Fusion, le cas échéant;

«EUR» signifie la monnaie officielle de l'Union européenne;

«Loi Polonaise sur les Sociétés» signifie la loi polonaise sur les sociétés du 15 septembre 2000, telle que modifiée et mise à jour;

«PLN» ou «zloty» signifie la monnaie ayant cours légal en République de Pologne;

«Fusion» signifie la fusion transfrontalière des Sociétés Fusionnantes telle que décrite au paragraphe 2 du présent Projet de Fusion;

«Sociétés Fusionnantes» signifie la Société Absorbée et la Société Absorbante, chacune étant une «Société Fusionnante»;

«Date de Fusion» signifie la date à laquelle la Fusion est enregistrée au registre approprié de la Société Absorbante, telle que spécifiée au paragraphe 3.1 du présent Projet de Fusion;

«Actions» ou «Actions de la Fusion» signifie 4.016.585.967 (quatre milliards seize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent soixante-sept) actions ordinaires nominatives dans la Société Absorbante d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune, que la Société Absorbante allouera aux actionnaires de la Société Absorbée au pro rata de leur détention dans la Société Absorbée dans le contexte de la Fusion.

1.2 Sauf indication contraire, les références aux articles sont des références aux articles de ce Projet de Fusion.

1.3 Les titres des paragraphes sont insérés uniquement par soucis de commodité et n'auront aucun effet sur leur interprétation.

2. Fusion transfrontalière.

2.1 La Fusion s'effectuera conformément aux exigences du droit polonais applicable à la Société Absorbante ainsi qu'aux exigences du droit luxembourgeois applicable à la Société Absorbée, i.e.:

(a) titre IV, Section I, Chapitre 21 de la Loi Polonaise sur les Sociétés («fusions transfrontalières de sociétés de capitaux et de sociétés en commandite par actions»), et

(b) section XIV de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés applicable aux sociétés constituées et existantes selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg appliquant les dispositions de la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux.

2.2 En conséquence de la fusion, à la Date de Fusion:

(a) tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante par succession universelle de titre;

(b) la Société Absorbée sera dissoute et cessera d'exister sans liquidation ou initiation d'une procédure de liquidation.

2.3 En conséquence de la fusion, le capital social de la Société Absorbante sera augmenté de PLN 4.016.585.967,- (quatre milliards seize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent soixante-sept zlotys). Les Actions de la Fusion seront allouées aux actionnaires de la Société Absorbée au pro rata de leur détention dans la Société Absorbée.

2.4 Le montant du capital social de chaque Société Fusionnante à la date du présent Projet de Fusion ainsi que la manière d'augmenter et le montant de l'augmentation du capital social de la Société Absorbante dans le contexte de la Fusion seront décrits au paragraphe 5 ci-dessous.

2.5 Le projet des statuts consolidés de la Société Absorbante figure en Annexe 1.

3. Date de fusion.

3.1 La Fusion prendra effet conformément à l'Article 493 §2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et l'Article 12 de la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, i.e. à la date d'enregistrement de la Fusion dans le registre de la Société Absorbante.

3.2 À compter de la Date de la Fusion, toutes les transactions de la Société Absorbée sont réputées faites pour le compte de la Société Absorbante.

4. Forme juridique, Dénomination, Siège social et numéro d'identification des sociétés fusionnantes (Article 5163 sec. 1 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et articles 261 (2) a) et 262 (2) a) et b) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

4.1 Les Sociétés Fusionnantes participant à la Fusion sont:

(a) La Société Absorbante, i.e., FTF Galleon spółka akcyjna, une société par actions constituée et existante selon les lois de Pologne, ayant son siège social au 56C Jerozolimskich Av., 00-803 Varsovie, Pologne, immatriculée au registre des entrepreneurs du tribunal d'arrondissement de la ville de Varsovie à Varsovie, XII Division Commerciale du Registre Judiciaire National sous le numéro KRS 0000440989, portant le numéro d'identification fiscale (NIF) 527-268-71-89.

(b) Le capital social de la Société Absorbante s'élève à PLN 100.000,- (cent mille zlotys), divisé en 100.000 (cent mille) actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune, entièrement libéré.

(c) La Société Absorbée, i.e., FTF Galleon S.A., une société anonyme constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154340, portant le numéro d'identification fiscale 2010 2214 855.

(d) Le capital social de la Société Absorbée s'élève à EUR 56.424.249,- (cinquante-six millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-neuf euros), divisé en 56.424.249 (cinquante-six millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-neuf) actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, entièrement libéré.

4.2 La Société Absorbée est une société anonyme remplissant les conditions de l'article 23 (1) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés et la Société Absorbante est une "spółka akcyjna" (équivalent en français à une «société anonyme») de droit polonais et remplissant les conditions de l'Article 491 § 1¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés en relation avec l'Article 516¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés. Par conséquent, les Sociétés Fusionnantes entrent dans la catégorie des sociétés anonymes telles que définies à l'art. 1 de la Première directive 68/151/CEE du Conseil, du 9 mars 1968.

4.3 Il n'existe aucune contre-indication excluant la Fusion conformément à l'Article 516² de la Loi Polonaise sur les Sociétés et l'Article 491 de la Loi Polonaise sur les Sociétés en relation avec l'Article 516¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés.

5. Le rapport d'échange des actions de la société absorbée pour les actions de la société absorbante (Article 516³ sec 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) b) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

5.1 Le rapport d'échange a été déterminé par les Conseils d'Administration respectifs des Sociétés Fusionnantes basé sur la juste valeur des actions dans chaque Société Fusionnante. Les actionnaires de la Société Absorbée recevront, au pro rata de leur détention dans la Société Absorbée, un total de 4.016.585.967 (quatre milliards seize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent soixante-sept) nouvelles Actions dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société Absorbante d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune en contrepartie de 56.424.249 (cinquante-six millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-neuf) actions de la Société Absorbée d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, représentant 100 % de son capital social. Les calculs et évaluations en question sont détaillés en Annexe 2.

5.2 Aucun autre paiement ne sera dû par les actionnaires de la Société Absorbée.

5.3 Il a été proposé que tous les actionnaires de chacune des Sociétés Fusionnantes conviennent qu'aucun examen du Projet de Fusion et en particulier du rapport d'échange par des experts indépendants ni un rapport d'expert ne sont requis, conformément à l'Article 516⁶ § 3 en lien avec l'Article 503¹ §2 en lien avec l'Article 312¹ § 1 point 3 de la Loi Polonaise sur les Sociétés appliquée mutatis mutandis et l'Article 266 (5) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

6. Augmentation de capital de la société absorbante et conditions d'allocation des actions dans la société absorbante aux actionnaires de la société absorbée (Article 492 § 1 section 1 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) c) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

6.1 Le capital social autorisé de la Société Absorbante s'élève à PLN 100.000,- (cent mille zlotys), divisé en 100.000 (cent mille) actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune, entièrement libéré.

6.2 La valorisation des nouvelles actions ordinaires à allouer par la Société Absorbante aux actionnaires de la Société Absorbée a été déterminée par référence à la valeur nette des actifs de la Société Absorbée, sur base du bilan au 1^{er} janvier 2015 et résulte de la juste valeur de la Société Absorbée déterminée dans les états financiers de la Société Absorbée tels qu'audités le 31 décembre 2014 conformément aux normes internationales d'information financière, i.e. les états financiers de l'exercice social précédent. La valeur nette des actifs de la Société Absorbée d'élève à PLN 4.016.585.966,32 équivalant à EUR 942.351.774,- et basé sur le taux de change moyen de la Banque Nationale de Pologne annoncé le 31 décembre 2014.

6.3 Le nombre d'actions résultant du rapport d'échange adopté sera arrondi à un nombre entier. La fraction de la valeur des Actions de la Fusion qui ne sera pas couverte suite à l'échange d'actions sera payée par les actionnaires de la Société Absorbée à la Société Absorbante en espèce.

Les actionnaires de la Société Absorbée devront effectuer les paiements suivants:

(a) M. Michał SOŁOWOW paiera à la Société Absorbante un montant de PLN 0,59 (cinquante-neuf groszy) en espèces, et

(b) Mme Barbara SOŁOWOW paiera à la Société Absorbante un montant de PLN 0,09 (neuf groszy) en espèces.

6.4 Ces paiements s'effectueront endéans 30 (trente) jours à compter de la Date de Fusion.

6.5 Suite à la fusion transfrontalière, le capital social de la Société Absorbante sera augmenté de PLN 4.670.448.799 (quatre milliards six cent soixante-dix millions quatre cent quarante-huit mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf zlotys) par la création de 4.670.448.799 (quatre milliards six cent soixante-dix millions quatre cent quarante-huit mille sept cent

quatre-vingt-dix-neuf) nouvelles actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune dans les mêmes conditions que les actions existantes. L'augmentation de capital sera effectuée à la Date de Fusion.

Actionnaires de la Société Absorbante	Capital social émis le jour de l'exécution du Projet de Fusion	%	Capital social émis après l'augmentation de capital et la réalisation de la Fusion	%
Michał Sołowo w	100.000	100%	3.504.227.768	87,24%
Barbara Sołowo w	0	0%	512.458.199	12,76%
TOTAL	100.000	100%	4.016.685.967	100%

7. Droit aux dividendes (Article 516³ sec 6 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) d) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

7.1 Les Actions de la Fusion participeront aux bénéfices et aux pertes de de la Société Absorbante à compter de la date de Fusion.

8. Droits à accorder par la société absorbante aux détenteurs d'obligations ou d'autres titres (Article 516³ sec 3, 4, 5, 7 of the Polish Companies Law and article 261 (2) f) of the Luxembourg Companies Law).

8.1 La Société Absorbée n'a pas émis d'obligations ni d'autres titres à part les actions dans son capital social, et par conséquent, aucun rapport d'échange tel que référencé à l'Article 516³ section 3 de la Loi Polonaise sur les Sociétés ne sera établi et aucun droit ne sera alloué conformément à l'article 516³ section 4 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et l'article 499 section 1 point 5 de la Loi Polonaise sur les Sociétés; article 511 section 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés en lien avec l'article 516¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés et la Section 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

8.2 Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a émis d'actions auxquelles sont attachés des droits spéciaux et par conséquent, aucune condition concernant l'allocation des actions ou d'autres titres dans la Société Absorbante ne sera fixée conformément aux articles 516³ point 5, 499 paragraphe 1 point 5, 511 paragraphe 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés en relation avec l'article 516¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés et la Section 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

8.3 En rapport avec le fait qu'aucune des Sociétés Fusionnantes n'ait émis des titres donnant droit de participer aux bénéfices, à part ses propres actions, aucune date à partir de laquelle de tels autres titres obligeront leur détenteur à partager les profits des Sociétés Fusionnantes ne sera fixée conformément à l'article 516³ point 7 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et la Section 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

9. Prestations spéciales accordées aux membres des organes de direction des sociétés fusionnantes (Article 516³ sec 8 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) g) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

9.1 Aucun avantage spécial ne sera accordé aux membres des conseils de direction ou aux autres membres des organes administratifs, de gérance, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes.

10. Conditions d'exécution des droits des créanciers et des actionnaires minoritaires (Article 516³ sec 9 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 262 (2) c) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

10.1 En droit polonais, les droits des créanciers et des actionnaires minoritaires ne sont affectés d'aucune manière par la Fusion et les créanciers de la Société Absorbée feront valoir leurs droits après la Date de Fusion envers la Société Absorbante. Les informations détaillées relatives aux conditions d'application des droits des créanciers et des actionnaires minoritaires seront consultables de manière continue jusqu'à la Date de Fusion au siège de la Société Absorbante ainsi qu'au siège de la Société Absorbée. Tout créancier des Sociétés Fusionnantes est protégé par les règlements au sens de l'Article 516¹⁰ de la Loi Polonaise sur les Sociétés.

10.2 Conformément à la section 516¹⁰ §2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés, tout créancier de la Société Absorbante peut demander à ce que ses créances soient garanties si il démontre avec probabilité que leur satisfaction est menacée par la Fusion.

10.3 En Pologne, en cas de litige et sur base d'un dépôt effectué par le créateur endéans deux mois à compter de l'annonce du Projet de Fusion, le tribunal compétent du siège social de la Société Absorbée ou Absorbante décidera si oui ou non une garantie doit être octroyée comme demandé par le créateur.

10.4 Le dépôt effectué par le créateur n'interrompra pas l'émission par le tribunal polonais en charge du registre des sociétés du certificat de conformité à la loi polonaise de la fusion transfrontalière.

10.5 En vertu du droit luxembourgeois, conformément à l'article 268 de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés, les créanciers des sociétés qui fusionnent dont les créances sont antérieures à la date de publication du procès-verbal des assemblées générales des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion, pourront, nonobstant toute convention contraire, demander endéans deux mois à compter de cette publication au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondis-

sement, dans le ressort duquel la société Absorbée a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

Le président rejettera cette demande si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires compte tenu de la situation financière de la société après la Fusion. La Société Absorbée pourra écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme. Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance deviendra immédiatement exigible. Les procédures de protection du créateur indiquées ci-dessus n'auront en revanche aucun effet sur l'application de la fusion qui prendra effet indépendamment des réclamations des créanciers.

11. Procédures par lesquelles les accords concernant l'implication des employés dans la définition de leurs droits à participer dans la société absorbante (Article 516³ sec 10 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) c) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

11.1 Les Sociétés Fusionnantes ne comptent aucun employé.

12. Les répercussions possibles de la fusion sur l'emploi dans la société absorbante (Article 516³ sec 11 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) b) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

12.1 La Fusion n'affectera pas le niveau de l'emploi au sein de la Société Absorbante, en particulier car la Société Absorbée ne compte aucun employé et que dès lors, aucun transfert de l'établissement de l'emploi vers le nouvel employeur ne sera effectué (Article 231 du Code de Travail polonais).

13. La date à partir de laquelle les transactions des sociétés fusionnantes seront traitées à des fins comptables comme étant celles de la société absorbante, Sous réserve des dispositions de la loi polonaise sur la comptabilité (Article 516³ sec 12 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) e) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

13.1 La Fusion prendra effet à la Date de Fusion référencée au paragraphe 3 ci-dessus.

13.2 Conformément aux dispositions pertinentes de la Loi Polonaise sur les Sociétés et l'article 44a points 1 and 3 de la loi polonaise sur la comptabilité, la Fusion sera effective, à des fins comptables, à la Date de Fusion. A compter de la Date de Fusion, toutes les transactions de la Société Absorbée seront traitées, à des fins comptables, comme des transactions de la Société Absorbante.

14. Information concernant la valorisation des actifs et des passifs transférés à la société absorbante (Article 516³ sec 13 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) d) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

14.1 Les actifs de la Société Absorbée à transférer à la Société Absorbante ont été évalués dans la valorisation des actifs de la Société Absorbée, comme le montre l'Annexe 3 et dans le résumé ci-dessous:

Actif	EUR
Actif immobilisé	
Actif financier à la juste valeur	1.045.559.200,00
Total actif immobilisé	1.045.559.200,00
Actif circulant Créances commerciales et autres créances	15.717,00
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2.701.086,00
Total actif circulant	2.716.803,00
Total actif	1.048.276.003,00

14.2 Le passif de la Société Absorbée à transférer à la Société Absorbante ont été évalués dans la valorisation des actifs de la Société Absorbée comme figurant à l'Annexe 3 et le résumé suivant:

Passif et capitaux propres	EUR
Capital souscrit	56.424.249,00
Primes d'émission	432.546.262,00
Réserve de réévaluation	300.319.680,00
Réserve de mise en équivalence de la devise	-19.471.789,00
Bénéfices non distribués /(pertes accumulées)	172.533.372,00
	942.351.774,00
Passif courant	
Emprunts	105.401.129,00
Dettes commerciales et autres dettes	335.447,00
Passif d'impôt exigible	187.653,00
Total passif courant	105.924.229,00
Total passif	105.924.229,00
Total passif et capitaux propres	1.048.276.003,00

14.3 Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a émis d'actions détenant des droits spéciaux et il n'existe aucun détenteur d'obligations ou d'autres titres à part des actions dans chacune des Sociétés Fusionnantes.

15. Date de fermeture des livres comptables (Article 5163 sec 14 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) e) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

15.1 Les livres comptables de la Société Absorbante utilisés pour établir les conditions de la Fusion ont été fermés le 1^{er} janvier 2015.

15.2 L'état comptable de la Société Absorbante dressé aux fins de la Fusion au 1^{er} janvier 2015 figure en Annexe 4 du Projet de Fusion tel qu'enregistré avec les autorités polonaises comme exigé par le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

15.3 Les livres comptables de la Société Absorbée utilisés pour établir les conditions de la Fusion ont été fermés le 1^{er} janvier 2015.

15.4 L'état comptable de la Société Absorbée dressé aux fins de la Fusion au 1^{er} janvier 2015 figure en Annexe 5 du Projet de Fusion tel qu'enregistré avec les autorités polonaises comme exigé par le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

16. Acte constitutif et statuts de la société absorbante (Article 5163 sec 15 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) a) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés).

16.1 Suite à la Fusion, les statuts de la Société Absorbante peuvent changer. Le projet de modifications proposées aux statuts de la Société Absorbante est attaché en tant qu'Annexe 1 (le projet de la version modifiée unifiée) et qu'Annexe 8 (le projet des modifications), ce dernier tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises selon le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

17. Projets de résolutions.

17.1 Le conseil d'administration des Sociétés Fusionnantes ont approuvé le présent Projet de Fusion et ont préparé un rapport relatif à la Fusion et ses implications pour/sur les Sociétés Fusionnantes, conformément à l'Article 5165 paragraphe 1 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 265 de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

17.2 Les résolutions des Conseils d'Administration approuvant le Projet de Fusion sont annexées au Projet de Fusion tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises comme exigé par le droit polonais et figurent respectivement en Annexe 6 et en Annexe 7, mais ne sont pas annexées au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

17.3 Le projet de résolutions de l'assemblée des actionnaires de la Société Absorbante concernant l'approbation d'un projet de fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée figure en Annexe 8 du Projet de Fusion tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises comme le requiert le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

17.4 Le projet de résolutions de l'assemblée des actionnaires de la Société Absorbée concernant l'approbation d'un projet de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante figure en Annexe 9 du Projet de Fusion tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises comme le requiert le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

18. Disposition finale.

18.1 Le présent Projet de Fusion est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale de chacune des Sociétés Fusionnantes.

A Kielce, le 16.02.2015.

Pour le Conseil d'Administration de FTF Galleon S.A.

Pan Jarosław Tomasz GRODZKI / Pan Grzegorz MIRO SKI / Pan Mariusz Aleksander WANIOŁKA / Pan Robert Edward OSKARD

The CEO / Représentant dûment autorisé / The Deputy CEO / The Deputy CEO

Lista załączników:

Następujące załączniki do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa,

1. Projekt nowego, ujednoliconego brzmienia statutu FTF PL;
2. Kalkulacja parytetu wymiany akcji;
3. Ustalenie wartości majątku FTF LUX na dzień 1 stycznia 2015 r.;
4. Oświadczenie zawierające informacje o stanie księgowym FTF PL na dzień 1 stycznia 2015 roku;
5. Oświadczenie zawierające informacje o stanie księgowym FTF LUX na dzień 1 stycznia 2015 roku;
6. Uchwała Zarządu FTF PL zatwierdzająca Plan Połączenia;
7. Uchwała Zarządu FTF LUX zatwierdzająca Plan Połączenia;
8. Projekt uchwały zgromadzenia akcjonariuszy FTF PL w sprawie połączenia FTF PL z FTF LUX;

9. Projekt uchwały walnego zgromadzenia akcjonariuszy FTF LUX w sprawie połączenia FTF LUX z FTF PL.

Następuj ce załączniki do Planu Połączenia w wersji, która zostanie zło ona luksemburskim władzom zgodnie ze stowsnymi przepisami luksemburskiego prawa

1. Projekt nowego, ujednoliconego brzmienia statutu FTF PL;
2. Kalkulacja parytetu wymiany akcji;
3. Ustalenie warto ci majątku FTF LUX na dzie 1 stycznia 2015 r.

Annexes:

Les Annexes suivantes sont annexées au projet de fusion tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises et tel que publié conformément au seul droit polonais:

1. Le projet des statuts consolidés de FTF PL;
2. Calcul du rapport d'échange des Actions;
3. Valorisation des actifs de FTF LUX au 1^{er} janvier 2015;
4. Etat comptable de FTF PL au 1^{er} janvier 2015 dressé aux fins de la Fusion;
5. Etat comptable de FTF LUX au 1^{er} janvier 2015 dressé aux fins de la Fusion;
6. Résolutions des Conseils d'Administration de FTF PL approuvant le Projet de Fusion;
7. Résolutions des Conseils d'Administration de FTF LUX approuvant le Projet de Fusion;
8. Le projet de résolutions de l'assemblée des actionnaires de FTF PL concernant l'approbation d'un projet de fusion entre FTF PL et FTF LUX;
9. Le projet de résolutions de l'assemblée des actionnaires de FTF LUX concernant l'approbation d'un projet de fusion entre FTF LUX et FTF PL.

Les annexes suivantes sont attachées au projet de Fusion tel qu'il sera déposé et publié au Luxembourg conformément au seul droit luxembourgeois:

1. Le projet des statuts consolidés de FTF PL;
2. Calcul du rapport d'échange des Actions;
3. Valorisation des actifs de FTF LUX au 1^{er} janvier 2015.

Załącznik nr 1.

Projekt nowego, ujednoliconego brzmienia statutu FTF PL

STATUT FTF GALLEON S.A.

I. Postanowienia Ogólne

§1.

1. Spółka prowadzic bedzie działalność gospodarczą pod firmą FTF Galleon Spółka Akcyjna.
2. Spółka może używac skrótu FTF Galleon S.A.

§2. Siedziba Spółki jest miasto stołeczne Warszawa.

§3. Czas trwania Spółki jest nieoznaczony.

§4.

1. Spółka działa na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej oraz za granicą.
2. Spółka może tworzyć oddziały i przedstawicielstwa w kraju i za granicą.
3. Spółka może uczestniczyć w spółkach krajowych i poza granicami Rzeczypospolitej Polskiej.

II. Przedmiot Działalności Spółki

§5.

1. Celem Spółki jest prowadzenie przedsiębiorstwa zarobkowego w kraju i za granicą.
2. Przedmiotem działalności Spółki zgodnie z Polska Klasyfikacją Działalności jest:
 - 1) 63.99.Z Pozostała działalność usługowa w zakresie informacji, gdzie indziej niesklasyfikowana;
 - 2) 64.19.Z Pozostałe pośrednictwo pieniężne;
 - 3) 64.20.Z Działalność holdingów finansowych;
 - 4) 64.91.Z Leasing finansowy;
 - 5) 64.92.Z Pozostałe formy udzielania kredytów;
 - 6) 64.99.Z Pozostała finansowa działalność usługowa, gdzie indziej niesklasyfikowana, z wyłączeniem ubezpieczeń i fundusów emerytalnych;
 - 7) 66.12.Z - Działalność maklerska związana z rynkiem papierów wartościowych i towarów giełdowych

- 8) 66.19.Z Pozostała działalność wspomagająca usługi finansowe, z wyłączeniem ubezpieczeń i funduszy emerytalnych;
- 9) 68.10.Z Kupno i sprzedaż nieruchomości na własny rachunek;
- 10) 68.20.Z Wynajem i zarządzanie nieruchomościami własnymi lub dzierżawionymi;
- 11) 68.31.Z Posrednictwo w obrocie nieruchomościami;
- 12) 68.32.Z Zarządzanie nieruchomościami wykonywane na zlecenie;
- 13) 69.10.Z Działalność prawnicza;
- 14) 69.20.Z Działalność rachunkowo-księgowa; doradztwo podatkowe;
- 15) 70.10.Z Działalność firm centralnych (head offices) i holdingów, z wyłączeniem holdingów finansowych;
- 16) 70.22.Z Pozostałe doradztwo w zakresie prowadzenia działalności gospodarczej i zarządzania.
- 17) 74.90.Z Pozostała działalność profesjonalna, naukowa i techniczna, gdzie indziej niesklasyfikowana;
- 18) 82.91.Z Działalność świadczona przez agencje inkasa i biura kredytowe.

III. Kapitał zakładowy

§6.

1. 1. Kapitał zakładowy Spółki wynosi 4.016.685.967,00 zł (słownie: cztery miliardy szesnaście milionów sześćset osiemdziesiąt pięć tysięcy dziewięćset sześćdziesiąt siedem złotych).

2. 2. Kapitał zakładowy dzieli się na:

a) a) 100.000 (sto tysięcy) akcji imiennych serii A o numerach od A-000.001 do A-100.000, o wartości nominalnej 1,00 zł (jeden złoty) każda. Cena emisyjna jednej akcji serii A jest równa wartości nominalnej i wynosi 1,00 zł (jeden złoty).

b) 4.016.585.967 (słownie: cztery miliardy szesnaście milionów pięćset osiemdziesiąt pięć tysięcy dziewięćset sześćdziesiąt siedem) akcji imiennych serii B o numerach od B-0.000.000.000 do B-4.016.585.967, o wartości nominalnej 1,00 zł (jeden złoty) każda. Cena emisyjna jednej akcji serii A jest równa wartości nominalnej i wynosi 1,00 zł (jeden złoty).

3. Akcje pierwszej emisji o łącznej wartości 100.000,00 zł (sto tysięcy złotych) oznaczone jako akcje imienne wykłde serii A o numerach seryjnych od A-000.001 do A-100.000 zostały wydane po cenie równej ich wartości nominalnej i objęte przez Załoyciela Spółki, tj. spółkę pod firmą Trinity Shelf Companies Spółka z ograniczoną odpowiedzialnością z siedzibą w Warszawie.

4. Akcje pierwszej emisji zostały opłacone wkładem pieniężnym przez Załoyciela w wysokości 25% (dwadzieścia pięć procent) ich wartości nominalnej do dnia zgłoszenia wniosku o wpisanie Spółki do rejestru przedsiębiorców.

5. Akcje imienne serii A o numerach od A-000.001 do A-100.000 są akcjami zwykłymi.

§7.

1. Spółka może wydawać akcje o szczególnych uprawnieniach (akcje uprzywilejowane). Uprzywilejowanie akcji może dotyczyć prawa głosu, prawa do dywidendy lub podziału majątku w przypadku likwidacji Spółki.

2. W przypadku emisji akcji uprzywilejowanych, akcjonariusz może wykonywać przyznane mu szczególne uprawnienia związane z akcją uprzywilejowaną po zakończeniu roku obrotowego, w którym wniósł w pełni swój wkład na pokrycie kapitału zakładowego.

3. Spółka może emitować akcje imienne lub na okaziciela. Akcje nowych emisji mogą być akcjami imiennymi lub na okaziciela.

4. Spółka może dokonywać zamiany akcji imiennych na akcje na okaziciela oraz zamiany akcji na okaziciela na akcje imienne. Zamiana akcji imiennych na akcje na okaziciela lub akcji na okaziciela na akcje imienne wymaga zgody Rady Nadzorczej. Zamiana akcji imiennych uprzywilejowanych na akcje na okaziciela powoduje wygaszenie uprzywilejowania akcji. W przypadku akcji nowych emisji obejmowane akcje mogą być pokrywane wkładami pieniężnymi lub niepieniężnymi.

5. Kapitał zakładowy może być podwyższony w drodze emisji nowych akcji lub podwyższenia wartości nominalnej dotychczasowych akcji, na podstawie uchwały Walnego Zgromadzenia. Kapitał zakładowy może być podwyższony przez przeniesienie do niego z kapitału rezerwowego utworzonego z zysku Spółki lub zapasowego kwoty określonej w uchwale Walnego Zgromadzenia i nieodpłatne wydanie akcji dotychczasowym akcjonariuszom proporcjonalnie do liczby posiadanych przez nich akcji.

6. Spółka może emitować papiery dłużne, w tym obligacje zamienne na akcje oraz obligacje z prawem pierwszeństwa, a także warranty subskrypcyjne

§8.

1. Akcje mogą być umorzone za zgodą akcjonariusza w drodze ich nabycia przez Spółkę (umorzenie dobrowolne) albo bez zgody akcjonariusza (umorzenie przymusowe).

2. Umorzenie dobrowolne jest dopuszczalne w każdym przypadku, gdy akcjonariusz, którego akcje mają być umorzone, wyrazi zgodę na warunki umorzenia, w szczególności uzgodniona zostanie ilość akcji, które mają być umorzone, termin umorzenia, wysokość wynagrodzenia albo zgoda na umorzenie bez wynagrodzenia oraz termin wypłaty wynagrodzenia. Umorzenie dobrowolne nie może być dokonane częściej niż raz w roku obrotowym.

3. Akcje Spółki mogą zostać umorzone w trybie przymusowym w przypadku ujawnienia działania akcjonariusza wbrew interesom spółki lub na szkodę Spółki potwierdzonego prawomocnym orzeczeniem właściwego organu.

4. Umorzenie przymusowe następuje za wynagrodzeniem, które nie może być niższe od wartości przypadających na akcje aktywów netto, wykazanych w sprawozdaniu finansowym za ostatni rok obrotowy, pomniejszonych o kwotę przeznaczoną do podziału między akcjonariuszy

§9.

1. Spółka tworzy następujące kapitały:

- (a) kapitał zakładowy;
- (b) kapitał zapasowy;
- (c) kapitał rezerwowy.

2. Poza kapitałami wymienionymi w ust. 1 Spółka tworzy zakładowy fundusz świadczeń socjalnych oraz inne fundusze, o ile zezwalają na to obowiązujące przepisy prawa.

§10.

1. Kapitał zapasowy jest tworzony z zysku do podziału i przeznaczony jest na pokrycie straty wykazanej w sprawozdaniu finansowym oraz inne cele wskazane przez Walne Zgromadzenie. Odpis na kapitał zapasowy nie może być niższy niż 8 % zysku za dany rok obrotowy, dopóki kapitał ten nie osiągnie co najmniej jednej trzeciej kapitału zakładowego.

2. Do kapitału zapasowego należy przelewać nadwyżki, osiągnięte przy emisji akcji powyżej ich wartości nominalnej, a pozostałe po pokryciu kosztów emisji akcji.

3. Nadwyżkę kapitału zapasowego przewyższającą jedną trzecią kapitału zakładowego Walne Zgromadzenie może przeznaczyć na kapitał rezerwowy.

4. O użyciu kapitału zapasowego i rezerwowego rozstrzyga Walne Zgromadzenie; jednakże części kapitału zapasowego w wysokości jednej trzeciej kapitału zakładowego można użyć jedynie na pokrycie straty wykazanej w sprawozdaniu finansowym.

§11.

1. O przeznaczeniu zysku wynikającego z rocznego sprawozdania finansowego zbadanego przez biegłego rewidenta decyduje Walne Zgromadzenie. Zysk może zostać przeznaczony w szczególności na:

- a) - kapitał zapasowy;
- b) - inwestycje;
- c) - dodatkowy kapitał rezerwowy tworzony w Spółce;
- d) - do podziału pomiędzy akcjonariuszy (dywidenda);
- e) - inne cele określone uchwałą Walnego Zgromadzenia.

2. Zarząd jest upoważniony do wypłaty akcjonariuszom zaliczki na poczet przewidywanej dywidendy stosownie do postanowień art. 349 Kodeksu spółek handlowych.

3. Walne Zgromadzenie spółki ustala dzień dywidendy oraz termin wypłaty dywidendy stosownie do art. 348 Kodeksu spółek handlowych.

IV. Organy Spółki

§12. Władzami Spółki są:

- 1) Walne Zgromadzenie,
- 2) Rada Nadzorcza,
- 3) Zarząd.

A. Walne Zgromadzenie

§13.

1. Walne Zgromadzenie może być zwyczajne lub nadzwyczajne.

2. Zwyczajne walne zgromadzenie powinno się odbyć w terminie sześciu miesięcy po upływie każdego roku obrotowego.

3. Zgromadzenie nadzwyczajne zwołuje Zarząd z własnej inicjatywy lub na pisemny wniosek Rady Nadzorczej albo na wniosek akcjonariuszy, reprezentujących co najmniej 1/10 kapitału zakładowego.

4. Zwołanie nadzwyczajnego Walnego Zgromadzenia powinno nastąpić w ciągu dwóch tygodni od daty złożenia wniosku zgodnie z ust. 3 powyżej. Walne Zgromadzenie powinno się odbyć nie później niż w terminie 2 (dwóch) miesięcy od daty zwołania.

§14. Rada Nadzorcza zwołuje Walne Zgromadzenie:

- 1) jeżeli Zarząd nie zwołał zwyczajnego Walnego Zgromadzenia w przepisany terminie,

2) jeżeli pomimo złożenia wniosków Rady Nadzorczej oraz akcjonariuszy, reprezentujących co najmniej 1/10 kapitału zakładowego, Zarząd nie zwołał nadzwyczajnego Walnego Zgromadzenia w terminie 14 dni od dnia ich złożenia.

§15.

1. Porządek obrad Walnego Zgromadzenia ustala Zarząd lub Rada Nadzorcza, w zależności od tego, który z tych organów zwołuje Walne Zgromadzenie.

2. Rada Nadzorcza oraz akcjonariusze, reprezentujący co najmniej 1/10 kapitału akcyjnego mogą zadecydować o umieszczeniu poszczególnych spraw w porządku obrad Walnego Zgromadzenia. Jednocześnie zgłoszone po zwołaniu Walnego Zgromadzenia, będzie traktowane jako wniosek o zwołanie nadzwyczajnego Walnego Zgromadzenia.

§16.

1. Uchwały Walnego Zgromadzenia zapadają zwykłą większością głosów, chyba że Statut lub ustawa stanowią inaczej.

2. Walne Zgromadzenia odbywają się w siedzibie Spółki lub w innym miejscu na terenie Rzeczypospolitej Polskiej wskazanym przez podmiot zwołujący.

3. Walne Zgromadzenie może podejmować uchwały jedynie w sprawach objętych porządkiem obrad, chyba że cały kapitał zakładowy jest reprezentowany na Zgromadzeniu i nikt z obecnych nie wniósł sprzeciwu co do powzięcia uchwały.

§17. Uchwały Walnego Zgromadzenia wymagają następujące sprawy:

1) rozpatrzenie i zatwierdzenie sprawozdania zarządu z działalności spółki oraz sprawozdania finansowego za ubiegły rok obrotowy oraz udzielenie absolutorium członkom organów spółki z wykonania przez nich obowiązków,

2) postanowienia, dotyczące roszczeń o naprawienie szkody wyrządzonej przy zawianiu spółki lub sprawowaniu zarządu albo nadzoru,

3) zbycie i wydzierżawienie przedsiębiorstwa lub jego zorganizowanej części oraz ustanowienie na nich ograniczonego prawa rzeczowego,

4) emisja obligacji zamiennych lub z prawem pierwszeństwa,

5) nabycie własnych akcji w przypadku określonym w art. 362 § 1 pkt 2) Kodeksu spółek handlowych oraz upoważnienie do ich nabywania w przypadku określonym w art. 362 § 1 pkt 8) kodeksu spółek handlowych,

6) zawarcie umowy, o której mowa w art. 7 Kodeksu spółek handlowych;

7) podejmowanie uchwał o podziale zysków albo pokryciu strat;

8) połączenie, podział lub przekształcenie Spółki;

9) rozwiązanie i likwidacja Spółki;

10) podwyższenie lub obniżenie kapitału zakładowego, z zastrzeżeniem uprawnień przysługujących w tym zakresie pozostałym organom Spółki,

11) ustalenie zasad wynagradzania członków Rady Nadzorczej;

12) zmiana Statutu Spółki, a w tym zmiana przedmiotu działalności Spółki;

13) określanie dnia dywidendy;

14) określenie terminu wypłaty dywidendy;

15) rozpatrywanie spraw wniesionych przez Radę Nadzorczą, Zarząd lub akcjonariuszy;

16) inne sprawy zastrzeżone do kompetencji Walnego Zgromadzenia przepisami prawa lub postanowieniami niniejszego Statutu.

§18. Walne Zgromadzenie otwiera przewodniczący Rady Nadzorczej lub osoba przez niego wskazana, po czym spośród osób uprawnionych do głosowania wybiera się Przewodniczącego Zgromadzenia.

B. Rada Nadzorcza

§19. Rada Nadzorcza składa się z 3 (trzech) do 6 (szesciu) członków, powoływanych i odwoływanych przez Walne Zgromadzenie Spółki. Liczba członków Rady Nadzorczej ustala Walne Zgromadzenie Spółki.

§20. Kadencja członków Rady Nadzorczej jest wspólna i trwa pięć lat obrotowych. Uchwała Walnego Zgromadzenia określa każdorazowo skład ilościowy i osobowy Rady Nadzorczej.

§21.

1. Członkowie Rady Nadzorczej wybierają ze swego grona przewodniczącego i wiceprzewodniczącego.

2. Do ważności wyboru wymagana jest bezwzględna większość głosów spośród obecnych na posiedzeniu Rady.

§22.

1. Do ważności uchwał Rady Nadzorczej wymagana jest obecność co najmniej połowy członków Rady Nadzorczej i zaproszenie wszystkich członków.

2. Rada Nadzorcza może podejmować uchwały w trybie pisemnym i przy pomocy środków bezpośredniego porozumiewania się na odległość.

§23. Uchwały Rady Nadzorczej zapadają zwykłą większością głosów członków Rady obecnych na posiedzeniu.

§24. Rada Nadzorcza może delegować poszczególnych członków do indywidualnego wykonywania czynności nadzorczych. W przypadku równej liczby głosów za i przeciwko podjęciu uchwały, głos decydujący będzie miał Przewodniczący Rady Nadzorczej

§25.

1. Posiedzenia Rady Nadzorczej zwołuje przewodniczący Rady.
2. Posiedzenie Rady Nadzorczej powinno być zwołane na zadanie co najmniej dwóch członków Rady lub na wniosek Zarządu.

3. O posiedzeniach Rady Nadzorczej Przewodniczący Rady powiadamia pozostałych jej członków i zaprasza ich na posiedzenie w formie pisemnej lub za pomocą środków bezpośredniego porozumiewania się na odległość w takim terminie, aby zaproszenie dotarło do wiadomości członka Rady najpóźniej na 1 (jeden) dzień przed planowaną datą posiedzenia. W uzasadnionych przypadkach termin ten może zostać skrócony.

4. Zaproszenie na posiedzenie Rady powinno zawierać: datę i godzinę posiedzenia, miejsce obrad, porządek obrad oraz ewentualne projekty uchwał. Jeżeli wszyscy członkowie uczestniczą w posiedzeniu porządek obrad może zostać zmieniony.

5. Rada Nadzorcza może odbyć się bez formalnego zwołania, jeżeli wszyscy członkowie Rady uczestniczą w posiedzeniu i nikt nie wniesie sprzeciwu co do odbycia posiedzenia i wniesienia poszczególnych spraw do porządku posiedzenia.

6. Członkowie Rady Nadzorczej mogą brać udział w podejmowaniu uchwał Rady, oddając swój głos na piśmie za pośrednictwem innego członka Rady Nadzorczej. Oddanie głosu na piśmie nie może dotyczyć spraw wprowadzonych do porządku obrad na posiedzeniu Rady Nadzorczej. Rada Nadzorcza może podejmować uchwały w trybie pisemnym lub przy wykorzystaniu środków bezpośredniego porozumiewania się na odległość (telefonicznie lub w inny sposób gwarantujący możliwość porozumiewania się ze sobą wszystkim członkom Rady). Uchwała podjęta w powyższy sposób jest ważna tylko wtedy, gdy wszyscy członkowie Rady zostali powiadomieni o treści projektu uchwały. Podejmowanie uchwał w trybie określonym w niniejszym punkcie nie dotyczy powołania, odwołania i zawieszania w czynnościach członków Zarządu oraz wyboru, odwołania i zawieszenia Przewodniczącego Rady.

7. Członkowie Rady Nadzorczej wykonują swoje prawa i obowiązki osobiście.

8. Wynagrodzenie członków Rady Nadzorczej określa Walne Zgromadzenie.

§26. Rada Nadzorcza rozstrzyga we wszystkich sprawach, których ustawa lub Statut nie zastrzegają do właściwości Walnego Zgromadzenia lub Zarządu. Do kompetencji Rady Nadzorczej należą także:

1) ocena sprawozdania finansowego, sprawozdania Zarządu z działalności Spółki za ubiegły rok obrotowy, w zakresie ich zgodności z księgami i dokumentami jak i stanem faktycznym oraz ocena wniosków Zarządu co do podziału zysków albo pokrycia strat;

2) składanie Walnemu Zgromadzeniu corocznego pisemnego sprawozdania z wyników oceny, o której mowa w pkt 1 powyżej;

3) wybór biegłego rewidenta do zbadania sprawozdań finansowych Spółki zgodnie z polskimi standardami rachunkowości;

4) wyrażanie zgody na nabywanie i zbywanie nieruchomości albo udziału w nieruchomości, w tym prawa użytkowania wieczystego, co nie wymaga zgody Walnego Zgromadzenia Akcjonariuszy,

5) wyrażanie zgody na rozporządzanie prawem lub zaciąganie zobowiązań do świadczenia o wartości przekraczającej dwukrotną wysokość kapitału zakładowego, co nie wymaga zgody Walnego Zgromadzenia Akcjonariuszy.

C) Zarząd

§27.

1. Zarząd składa się z 1 (jednego) lub większej liczby członków, w tym Prezesa i Wiceprezesów Zarządu, powoływanych i odwoływanych przez Radę Nadzorczą, z wyjątkiem pierwszego Zarządu, którego skład określony został w akcie zawierania Spółki. Liczba członków zarządu ustalać może dorazowo Rada Nadzorcza.

2. Członków Zarządu powołuje się na okres wspólnej kadencji, która wynosi 5 (pieć) lat.

3. Wynagrodzenie członków Zarządu Spółki ustalane jest przez Radę Nadzorczą.

4. Wszelkie sprawy związane z prowadzeniem przedsiębiorstwa Spółki niezastrzeżone ustawą lub niniejszym Statutem do kompetencji Walnego Zgromadzenia lub Rady Nadzorczej, należą do kompetencji Zarządu

§28. Jeżeli Zarząd jest jednoosobowy, do składania oświadczeń woli w imieniu Spółki upoważniony jest członek Zarządu działający indywidualnie. W przypadku Zarządu dwuosobowego lub wieloosobowego do składania oświadczeń, zaciągania zobowiązań oraz podpisywania umów i innych dokumentów w imieniu Spółki upoważnieni są:

1) dwaj członkowie Zarządu łącznie, albo

2) jeden członek Zarządu łącznie z ustanowionym ewentualnie prokurentem.

V. Gospodarka Spółki

§29.

1. Rokiem obrotowym Spółki jest rok kalendarzowy.
2. Rachunkowo Spółki będzie prowadzona zgodnie z przepisami obowiązującymi w Polsce.

VI. Postanowienia Końcowe

§30.

1. W sprawach nieuregulowanych niniejszym Statutem mają zastosowanie przepisy Kodeksu spółek handlowych.
2. Wymagane prawem ogłoszenia pochodzące od Spółki zamieszczane będą w Monitorze Sądowym i Gospodarczym.
3. Walne Zgromadzenie może upoważnić Radę Nadzorczą do ustalenia jednolitego tekstu zmienionego Statutu lub wprowadzenia innych zmian o charakterze redakcyjnym określonych w uchwale zgromadzenia. W braku powyższego upoważnienia na podstawie każdej uchwały Walnego Zgromadzenia w przedmiocie zmian w statucie Spółki Zarząd opracowuje jednolity tekst Statutu.

Annexe 1.

Projet des statuts consolidés de FTF PL

STATUTS DE FTF GALLEON S.A.

I. Dispositions générales

§1.

1. La Société mène une activité économique sous la raison sociale FTF Galleon Spółka Akcyjna.
2. La Société peut utiliser l'abréviation FTF Galleon S.A.

§2. La Société est sise à Varsovie.

§3. La Société est créée pour une durée indéterminée.

§4.

1. La société agit sur le territoire de la République de Pologne ainsi qu'à l'étranger.
2. La Société peut créer des filiales et des bureaux de représentation en Pologne ainsi qu'à l'étranger.
3. La Société peut détenir des parts dans des sociétés polonaises et hors du territoire de la République de Pologne.

II. Objet de la société

§5.

1. La Société a pour objectif la gestion d'une entreprise à but lucratif en Pologne ainsi qu'à l'étranger.
2. L'activité de la Société a pour objet, conformément à la classification polonaise des activités (pol. PKD):
 - 1) 63.99.Z Autres services d'information non classés autrement;
 - 2) 64.19.Z Autres services d'intermédiation monétaire;
 - 3) 64.20.Z Activités des sociétés holding financières;
 - 4) 64.91.Z Crédit-bail;
 - 5) 64.92.Z Autres formes de distribution de crédits;
 - 6) 64.99.Z Autres services financiers non classés autrement, à l'exclusion des assurances et des fonds de retraite;
 - 7) 66.12.Z - Courtage de valeurs mobilières et de marchandises
 - 8) 66.19.Z Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite;
 - 9) 68.10.Z Achat et vente de biens immobiliers pour compte propre;
 - 10) 68.20.Z Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués;
 - 11) 68.31.Z Intermédiation dans l'immobilier;
 - 12) 68.32.Z Administration de biens immeubles pour compte de tiers;
 - 13) 69.10.Z Services juridiques;
 - 14) 69.20.Z Activités comptables; conseil fiscal;
 - 15) 70.10.Z Activités des sièges sociaux et des sociétés holding, à l'exclusion des sociétés holding financières;
 - 16) 70.22.Z Autres activités de conseil pour les affaires et la gestion;
 - 17) 74.90.Z Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées autrement;
 - 18) 82.91.Z Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle.

III. Capital social

§6.

1. Le capital social de la Société s'élève à 4.016.685.967 PLN (soit: quatre milliards seize millions six cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent soixante-sept zlotys polonais).

2. Le capital social de la Société se divise en:

a) 100.000 (cent mille) actions nominatives de série A numéros A-000.001 à A-100.000, d'une valeur nominale de 1,00 PLN (un zloty polonais) chacune. Le prix d'émission d'une action de série A est égal à la valeur nominale et il s'élève à 1,00 PLN (un zloty polonais).

b) 4.016.585.967 (soit: quatre milliards seize millions six cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent soixante-sept actions nominatives de série B numéros B-0.000.000.000 à B-4.016.585.967, d'une valeur nominale de 1,00 PLN (soit: un zloty polonais) chacune. Le prix d'émission d'une action de série B est égal à la valeur nominale et il s'élève à 1,00 PLN (soit: un zloty polonais).

3. Les actions de la première émission, d'une valeur totale de 100 000,00 PLN (cent mille zlotys polonais), déterminées en tant qu'actions nominatives ordinaires de série A numéros A-000.001 à A-100.000 ont été délivrées à un prix égal à leur valeur nominale et elles ont été prises par le Fondateur de la Société, c'est-à-dire la société sous la raison sociale Trinity Shelf Companies Sp. z o.o. sise à Varsovie.

4. Les actions de la première émission ont été couvertes par le Fondateur par un apport financier s'élevant à 25 % (vingt-cinq pour cent) de leur valeur nominale jusqu'à la date de la présentation de la demande d'inscription de la Société au Registre des sociétés.

5. Les actions nominatives de série A numéros A-000.001 à A-100.000 sont des actions ordinaires.

6. Les actions nominatives de série B numéros B-0.000.000.001 à B-4.016.585.967 sont des actions ordinaires.

§7.

1. La Société peut émettre des actions dotées de droits spéciaux (actions privilégiées). Le privilège de ces actions peut concerner le droit de vote, le droit au dividende ou le partage des biens en cas de liquidation de la Société.

2. En cas d'émission d'actions privilégiées, l'actionnaire peut exécuter les droits spéciaux qui lui reviennent et qui sont liés à l'action privilégiée après la fin de l'exercice comptable pendant lequel il a fourni en totalité son apport destiné à couvrir le capital social.

3. La Société peut émettre des actions nominatives ou au porteur. Les nouvelles actions peuvent être des actions nominatives ou au porteur.

4. La Société peut transformer les actions nominatives par des actions au porteur et les actions au porteur par des actions nominatives. La transformation des actions nominatives en actions au porteur ou des actions au porteur en actions nominatives nécessite l'accord du Conseil de surveillance. La transformation des actions nominatives privilégiées en actions au porteur entraîne l'expiration des actions. Dans le cas des nouvelles actions, les actions prises peuvent être couvertes par des apports financiers ou en nature.

5. Le capital social peut être augmenté par émission de nouvelles actions ou par augmentation de la valeur nominale des actions existantes, sur la base d'une résolution de l'Assemblée générale. Le capital social peut être augmenté en y transférant le montant déterminé par la résolution de l'Assemblée générale à partir du capital de réserve créé sur le bénéfice de la Société ou à partir de la réserve légale et en délivrant les actions aux actionnaires actuels à titre gratuit, au prorata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

6. La Société peut émettre des titres de créance, y compris des obligations convertibles ou des obligations avec un droit de préemption, mais aussi des titres de souscription.

§8.

1. Les actions de la Société peuvent être amorties avec l'accord de l'actionnaire, par la vente des actions à la Société (amortissement volontaire) ou sans l'accord de l'actionnaire (amortissement forcé).

2. L'amortissement volontaire est possible dans tous les cas à condition que l'actionnaire dont les actions doivent être amorties accepte les conditions d'amortissement, dont notamment le nombre d'actions à amortir, le délai d'amortissement, le montant de la rémunération ou l'accord pour l'amortissement sans rémunération et le délai de versement de la rémunération. L'amortissement volontaire ne peut pas avoir lieu plus d'une fois pendant l'exercice.

3. Les actions de la Société peuvent être amorties selon le mode d'amortissement forcé s'il est révélé que l'actionnaire agit contre les intérêts de la Société ou au préjudice de la Société, ce qui a été confirmé par la décision de l'organe compétent ayant autorité de chose jugée.

4. L'amortissement forcé a lieu contre rémunération, qui ne peut pas être inférieure à la valeur des actifs nets par action démontrés dans les états financiers pour l'exercice précédent, diminués du montant destiné au partage entre les actionnaires.

§9.

1. La Société crée les capitaux suivants:

- (a) capital social;
- (b) réserve légale;
- (c) capital de réserve.

2. En plus des capitaux cités à l'alinéa 1, la Société crée un fonds de prestations sociales et d'autres fonds, si cela est conforme aux dispositions juridiques en vigueur.

§10.

1. La réserve légale est créée à partir du bénéfice à distribuer et elle sert à couvrir la perte démontrée dans les états financiers ainsi qu'à d'autres objectifs déterminés par l'Assemblée générale. La déduction pour la réserve légale ne peut pas être inférieure à 8% du bénéfice de l'exercice en question, jusqu'à ce que la réserve soit égale à au moins un tiers du capital social.

2. Seront transférés à la réserve légale les excédents obtenus de l'émission d'actions au-delà de leur valeur nominale, restant après la couverture des frais de l'émission d'actions.

3. L'Assemblée générale peut décider de transférer l'excédent de la réserve légale supérieur à un tiers du capital social au capital de réserve.

4. Le mode d'utilisation de réserve légale et du capital de réserve est déterminé par l'Assemblée générale, à savoir qu'une part de la réserve légale s'élevant à un tiers du capital social ne peut servir qu'à la couverture de la perte démontrée dans les états financiers.

§11.

1. L'Assemblée générale décide de la distribution du bénéfice découlant des états financiers annuels examinés par le commissaire aux comptes. Le bénéfice peut être notamment destiné:

- a) à la réserve légale;
- b) aux investissements;
- c) capital de réserve supplémentaire créé par la Société;
- d) à la distribution aux actionnaires (dividende);
- e) autres buts déterminés par une résolution de l'Assemblée générale.

2. Le directoire peut verser aux actionnaires un acompte sur le dividende prévu conformément aux dispositions de l'article 349 du Code polonais des sociétés commerciales.

3. L'Assemblée générale de la Société détermine la date de dividende et le délai de versement du dividende conformément aux dispositions de l'article 348 du Code polonais des sociétés commerciales.

IV. Organes de la société

§12. Les autorités de la Société sont:

- 1) l'Assemblée générale,
- 2) le Conseil de surveillance,
- 3) le Directoire.

A. Assemblée générale

§13.

1. L'Assemblée Générale peut être ordinaire ou extraordinaire.

2. L'Assemblée générale ordinaire doit être tenue au plus tard dans un délai de six mois après la fin de chaque exercice.

3. L'Assemblée extraordinaire est convoquée par le Directoire de sa propre initiative ou à la demande écrite du Conseil de surveillance ou celle des Actionnaires représentant au moins 1/10 du capital social.

4. L'Assemblée générale extraordinaire doit être convoquée dans les deux semaines qui suivent la date de la présentation de la demande conformément à l'alinéa 3 ci-dessus. L'Assemblée générale doit être tenue au plus tard dans un délai de 2 (deux) mois après la date de convocation.

§14. Le Conseil de surveillance convoque l'Assemblée générale:

- 1) si le Directoire n'a pas convoqué de l'Assemblée générale ordinaire dans le délai prévu,
- 2) si malgré la présentation de demandes par le Conseil de surveillance et les actionnaires représentant au moins 1/10 du capital social, le Directoire n'a pas convoqué l'Assemblée générale extraordinaire dans un délai de 14 jours à compter de leur soumission.

§15.

1. L'ordre du jour de l'Assemblée générale est déterminé par le Directoire ou par le Conseil de surveillance, si l'Assemblée générale a été convoquée par le Directoire ou par le Conseil de surveillance.

2. Le Conseil de surveillance et les actionnaires représentant au moins 1/10 du capital social peuvent demander l'ajout des affaires respectives à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Si cette demande est présentée après la convocation de l'Assemblée générale, elle sera traitée comme une demande de convocation de l'Assemblée générale extraordinaire.

§16.

1. Les résolutions de l'Assemblée générale sont adoptées à la majorité simple des voix, sauf dispositions contraires des Statuts ou de la loi.

2. Les Assemblées générales se réunissent au siège de la Société ou à un autre endroit sur le territoire de la République de Pologne indiqué par l'entité qui convoque l'Assemblée.

3. L'Assemblée générale ne peut adopter des résolutions que dans les affaires portées à l'ordre du jour, à moins que la totalité du capital soit représentée à l'Assemblée et qu'aucune des personnes présentes ne se soit opposée à l'adoption de la résolution.

§17. Les affaires suivantes nécessitent l'adoption d'une résolution par l'Assemblée générale:

1) l'examen et l'approbation du rapport du Directoire sur l'activité de la société et des états financiers pour l'exercice précédent ainsi que le quitus donné aux membres des organes de la société pour l'exercice de leurs obligations,

2) les décisions concernant les prétentions en réparation d'un dommage causé à l'occasion de la constitution de la Société ou dans le cadre de la gestion ou de la surveillance de la Société,

3) la vente ou le bail de l'entreprise ou d'une partie organisée de l'entreprise ou la constitution d'un droit matériel restreint sur celles-ci,

4) l'émission d'obligations convertibles ou avec un droit de préemption,

5) l'achat des actions propres dans le cas déterminé à l'article 362 § 1 point 2) du Code polonais des sociétés commerciales et l'autorisation de leur achat dans le cas déterminé à l'article 362 § 1 point 8) du Code polonais des sociétés commerciales,

6) la conclusion du contrat visé à l'article 7 du Code polonais des sociétés commerciales;

7) l'adoption de résolutions concernant la distribution des bénéfices ou la couverture des pertes;

8) la fusion, le partage ou la transformation de la Société;

9) la dissolution et la liquidation de la Société;

10) l'augmentation ou la diminution du capital social, sous réserve des droits attribués dans ce domaine aux autres organes de la Société,

11) la détermination des principes de rémunération des membres du Conseil de surveillance;

12) la modification des Statuts de la Société, y compris la modification de l'objet d'activité de la Société;

13) la détermination de la date de dividende;

14) la détermination du délai de versement du dividende;

15) l'examen des affaires soumises par le Conseil de surveillance, le Directoire ou les actionnaires;

16) autres affaires réservées à la compétence de l'Assemblée générale par les dispositions de la loi ou par les dispositions des présents Statuts.

§18. L'Assemblée Générale est ouverte par le président du Conseil de surveillance ou par la personne désignée par ce dernier, puis le président de l'Assemblée est choisi parmi les personnes autorisées à voter.

B. Conseil de surveillance

§19. Le Conseil de surveillance est composé de 3 (trois) à 6 (six) membres nommés et révoqués par l'Assemblée générale de la Société. Le nombre des membres du Conseil de surveillance est déterminé par l'Assemblée générale de la Société.

§20. L'exercice des membres du Conseil de surveillance est conjoint et il dure cinq exercices. Une résolution adoptée par l'Assemblée générale détermine à chaque fois la composition quantitative et qualitative du Conseil de surveillance.

§21.

1. Les membres du Conseil de surveillance choisissent en leur sein le président et le vice-président du Conseil de surveillance.

2. Pour que ce choix soit valable, ils doivent être élus par la majorité absolue des voix des membres présents à la réunion du Conseil.

§22.

1. Pour que les résolutions adoptées par le Conseil de surveillance soient valables, tous les membres du Conseil doivent être convoqués et au moins la moitié des membres doit être présente.

2. Le Conseil de surveillance peut adopter ses résolutions par écrit ou en utilisant des moyens de télécommunication directe.

§23. Les résolutions du Conseil de surveillance sont adoptées à la majorité simple des voix des membres du Conseil de surveillance présents à la réunion.

§24. Le Conseil de surveillance peut déléguer ses membres en vue de l'exercice individuel des missions de surveillance respectives. En cas d'égalité des voix pour et contre l'adoption d'une résolution, la voix du président du Conseil de surveillance est décisive.

§25.

1. Les réunions du Conseil de surveillance sont convoquées par le président du Conseil.

2. La réunion du Conseil de surveillance doit être convoquée à la demande d'au moins deux membres du Conseil ou à la demande du Directoire.

3. Les réunions du Conseil de surveillance doivent être notifiées aux membres du Conseil par le président du Conseil, qui est tenu de les convoquer par écrit ou en utilisant des moyens de télécommunication directe dans un délai tel que le membre du Conseil doit recevoir la convocation au plus tard 1 (un) jour avant la date prévue de la réunion. Dans certains cas justifiés, ce délai peut être plus court.

4. La convocation à la réunion du Conseil de surveillance doit citer: la date, l'heure et le lieu de la réunion, l'ordre du jour et les projets de résolutions éventuels. Si tous les membres sont présents à la réunion, l'ordre du jour peut être modifié.

5. Le Conseil de surveillance peut se réunir sans convocation formelle à condition que tous les membres du Conseil participent à la réunion et que nul ne s'oppose à la réunion ni à aux affaires respectives portées à l'ordre du jour.

6. Les membres du Conseil de surveillance peuvent participer à l'adoption des résolutions du Conseil en votant par écrit par l'intermédiaire d'un autre membre du Conseil de surveillance. Les voix rendues par écrit ne peuvent pas concerner les affaires portées à l'ordre du jour pendant la réunion du Conseil de surveillance. Le Conseil de surveillance peut adopter ses résolutions par écrit ou en utilisant des moyens de télécommunication directe (par téléphone ou de toute autre manière qui permet à tous les membres du Conseil de communiquer entre eux). La résolution adoptée ainsi que décrite ci-dessus n'est valable que si le projet de la résolution a été porté à la connaissance de tous les membres du Conseil de surveillance. L'adoption de résolutions selon le mode déterminé dans ce point ne concerne pas la nomination, la révocation et la suspension des membres du Directoire dans l'exercice de leurs obligations ni l'élection, la révocation et la suspension du président du Conseil dans l'exercice de ses obligations.

7. Les membres du Conseil de surveillance exercent personnellement leurs droits et leurs obligations.

8. La rémunération des membres du Conseil de surveillance est déterminée par l'Assemblée générale.

§26. Le Conseil de surveillance décide dans toutes les affaires que la loi ou les Statuts ne réservent pas à la compétence de l'Assemblée générale ou du Directoire. Les compétences du Conseil de surveillance comprennent également:

1) l'évaluation des états financiers, du rapport du Directoire sur l'activité de la Société pendant l'exercice précédent du point de vue de leur conformité aux livres, aux documents et à l'état des faits et l'évaluation des demandes du Directoire concernant la distribution du bénéfice et la couverture des pertes;

2) la présentation à l'Assemblée générale d'un rapport écrit sur les résultats de l'évaluation visée au point 1 ci-dessus;

3) le choix du commissaire aux comptes chargé de l'examen des états financiers de la Société conformément aux normes comptables polonaises;

4) l'autorisation de l'achat et de la vente de biens immeubles ou de parts dans les biens immeubles, y compris le droit d'usufruit perpétuel, ce qui ne nécessite pas l'accord de l'Assemblée générale des Actionnaires,

5) l'autorisation pour disposer des droits et pour la souscription d'obligations concernant une prestation d'un montant double par rapport au montant du capital social, ce qui ne nécessite pas l'accord de l'Assemblée générale des Actionnaires.

C. Directoire

§27.

1. Le Directoire est composé de 1 (un) ou de plusieurs membres, dont le Président et les vice-présidents du Directoire, qui sont nommés et révoqués par le Conseil de surveillance, à l'exception du premier Directoire dont la composition est déterminée dans l'acte de constitution de la Société. Le nombre des membres du Directoire est déterminé à chaque fois par le Conseil de surveillance.

2. Les membres du Directoire sont nommés pour la durée d'un exercice conjoint, qui s'élève à 5 (cinq) ans.

3. La rémunération des membres du Directoire de la Société est déterminée par le Conseil de surveillance.

4. Toutes les affaires liées à la gestion de la Société qui ne sont pas réservées par la loi ou par les présents Statuts à la compétence de l'Assemblée générale ou du Conseil de surveillance font partie des compétences du Directoire.

§28. Si le Directoire est composé d'une seule personne, les déclarations de volonté au nom de la Société peuvent être présentées par le membre du Directoire agissant individuellement. Si le Directoire est composé de deux personnes ou plus, sont autorisés à présenter des déclarations, à souscrire des obligations, à signer des contrats et autres documents au nom de la Société:

1) deux membres du Directoire conjointement, ou

2) un membre du Directoire conjointement avec le fondé de pouvoir, s'il a été nommé.

V. Gestion de la société

§29.

1. L'année fiscale de la société correspond à l'année civile.
2. La comptabilité de la Société sera tenue conformément aux dispositions en vigueur en Pologne.

VI. Dispositions finales

§30.

1. Dans toutes les affaires non réglées par les présents Statuts, les dispositions du Code polonais des sociétés commerciales sont applicables.
2. Les annonces de la Société exigées par la loi seront publiées dans le journal «Monitor S dowy i Gospodarczy».
3. L'Assemblée générale peut autoriser le Conseil de surveillance à déterminer le texte consolidé des Statuts modifiés ou à apporter d'autres changements rédactionnels déterminés par la résolution de l'Assemblée. Faute d'une telle autorisation, le Directoire élaborera le texte consolidé des Statuts sur la base de toute résolution de l'Assemblée générale concernant la modification des Statuts de la Société.

Załącznik nr 2 Kalkulacja parytetu wymiany akcji

Exchange ratio & NAV at 01 January 2015

Współczynnik wymiany i wartość aktywów netto na dzień 1 września 2014

Assets	Aktywa	PLN
Non-current Assets	Aktywa trwałe	
Financial assets at fair value Long-term	Investycje długoterminowe Długoterminowe odliczenia międzyokresowe Aktywa z tytułu odroczonego podatku dochodowego	
prepayments and accruals		2 499,08
Total non-current assets	Razem Aktywa trwałe	2 499,08
Current assets	Aktywa obrotowe	
Trade and other receivables	Należności handlowe i pozostałe	0,00
Cash and cash equivalents	Środki pieniężne	87 354,25
Total current assets	Razem Aktywa obrotowe	87 354,25
Total assets	Razem Aktywa	89 853,33
Equity and Liabilities	Pasywa	0,00
Share capital	Kapitał akcyjny	100 000,00
Share premium	Kapitał zapasowy	0,00
Revaluation reserve	Kapitał z aktualizacji wyceny	0,00
Retained earnings/(accumulated losses)	Zysk/strata	-14 312,43
Total equity	Razem kapitały	85 687,57
Current liabilities	Zobowiązania bieżące	
Borrowings	Pozyczki	
Trade and other payables	Zobowiązania handlowe i pozostałe	4 165,76
Current tax liabilities	Bieżące zobowiązania podatkowe	0,00
Total current liabilities	Razem zobowiązania bieżące	4 165,76
Total liabilities	Razem zobowiązania	4 165,76
Total equity and liabilities	Razem Pasywa	89 853,33
Net Assets Value	Wartość aktywów netto	85 687,57
No. of shares	Liczba akcji	100 000,00
Net Assets Value per 1 share	Wartość aktywów netto na 1 akcję	0,86
SHARES EXCHANGE RATIO	WSPÓŁCZYNNIK WYMIANY AKCJI	za jedną akcję FTF LUX a / for 1 share of FTF LUX the shares of FTF PL

Annexe 2 Calcul du rapport d'échange des actions

Rapport d'échange & valeur de l'actif net au 01 janvier 2015

FTF	FTF GALLEON
GALLEON	LUX
PL	

	PLN	PLN
Actif		
Actif immobilisé		
Actif financier à la juste valeur		4.456.486.978,16
Paiements anticipés à long terme et provisions	2.499,08	
Total actif immobilisé	2.499,08	4.456.486.978,16
Actif courant		
Créances commerciales et autres créances	0,00	66,990,57
Trésorerie et équivalent de trésorerie	87.354,25	11.512.838,86
Total actif courant	87.354,25	11.579.829,43
Total actif	89.853,33	4.468.066.807,59
Passif et capitaux propres		
Capital souscrit	100.000	240.497.076,51
Primes d'émission	0,00	1.843.641.932,52
Réserve de réévaluation	0,00	1.197.057.965,81
Bénéfices non distribués	-14.312,43	735.388.991,48
Total capitaux propres	85.687,57	4.016.585.966,32
Passif courant		
Emprunts		449.251.232,14
Dettes commerciales et autres dettes	4.165,76	1.429.775,75
Passif d'impôt exigible	0,00	799.833,38
Total passif courant	4.165,76	451.480.841,27
Total passif	4.165,76	451.480.841,27
Total passif et capitaux propres	89.853,33	4.468.066.807,59
Valeur de l'actif net	85.687,57	4.016.585.966,32
Nombre d'actions	100.000	56.424.249
Valeur de l'actif net pour 1 action	0,86	71,19

Rapport d'échange des actions

Pour une action de FTF Lux, les actionnaires recevront 71,19 actions de FTF PL

Załącznik nr 3

Bilans FTF Galleon S.A. na dzie 1 stycznia 2015 r.;

	Rok bieżący stan na 31.12.2014	Rok bieżący stan na 01.01.2015
BILANS Aktywa		
A. Aktywa trwałe	2 499,08	2 499,08
1. Wartość niematerialne i prawne	0,00	0,00
II. Rzeczowe aktywa trwałe	0,00	0,00
III. Należności długoterminowe	0,00	0,00
IV. Inwestycje długoterminowe	0,00	0,00
V. Długoterminowe rozliczenia międzyokresowe	2 499,08	2 499,08
1. Aktywa z tytułu odroczonego podatku dochodowego	2 499,08	2 499,08
B. Aktywa obrotowe	87 354,25	87 354,25
I. Zapasy	0,00	0,00
II. Należności krótkoterminowe	0,00	0,00
III. Inwestycje krótkoterminowe	87 354,25	87 354,25
1. Krótkoterminowe aktywa finansowe	87 354,25	87 354,25
c) środki pieniężne i inne aktywa pieniężne	87 354,25	87 354,25
- środki pieniężne w kasie i na rachunkach	87 354,25	87 354,25
IV. Krótkoterminowe rozliczenia międzyokresowe	0,00	0,00
Aktywa razem (A+B)	89 853,33	89 853,33

FTF GALLEON S.A.

00-803 WARSZAWA AL. JEROZOLIMSKIE 56C

NIP 527-268-71-89 REGON146404974

BILANS Pasywa	Rok bie cy	Rok bie cy
	stan na	stan na
	31.12.2014	01.01.2015
A. Kapitał (fundusz) własny	85 687,57	85 687,57
1. Kapitał (fundusz) podstawowy	100 000,00	100 000,00
II. Należne wpłaty na kapitał podstawowy (wielkosc ujemna)	0,00	0,00
III. Udziały (akcje) własne (wielkosc ujemna)	0,00	0,00
IV. Kapitał (fundusz) zapasowy	0,00	0,00
V. Kapitał (fundusz) z aktualizacji wyceny	0,00	0,00
VI. Pozostałe kapitały (fundusze) rezerwowe	0,00	0,00
VII. Zysk (strata) z lat ubiegłych	0,00	-14 312,42
VIII. Zysk (strata) netto	-14 312,43	0,00
IX. Odpisy z zysku netto w ci gu roku obrotowego (wielkosc ujemna)	0,00	0,00
B. Zobowiazania i rezerwy na zobowiazania	4 165,76	4 165,76
1. Rezerwy na zobowiazania	0,00	0,00
II. Zobowiazania długoterminowe	0,00	0,00
III. Zobowiazania krótkoterminowe	4 165,76	4 165,76
2. Wobec pozostałych jednostek	4 165,76	4 165,76
d) z tytułu dostaw i usług, o okresie wymagalności:	4 165,76	4 165,76
- do 12 miesiecy	4 165,76	4 165,76
IV. Rozliczenia międzyokresowe	0,00	0,00
Pasywa razem (A+B)	89 853,33	89 853,33

Kielce, dn.26.01.2015 r.

Sporządził:

Aneta Wojcikiewlcz

SAMODZ...NA KSIEGOWA

Zatwierdził:

JAROSŁAW GRODZKI / MARIUSZ WA IOŁKA / ROBERT OSKARD

PREZES ZARZADU / WCEPREZS ZARZ DU / WCEPREZS ZARZ DU

Rachunek zysków i strat	za okres	za okres
	01.01.-31. 12.2014	01.01.-01. 01.2015
A. Przychody netto ze sprzedaży produktów, towarów i materiałów, w tym:	0,00	0,00
- od jednostek powiazanych	0,00	0,00
1. Przychody netto ze sprzeda y produktów	0,00	0,00
II. Przychody netto ze sprzedaży towarów i materiałów	0,00	0,00
B. Koszty działalno ci operacyjnej	22 828,88	0,00
1. Amortyzacja	0,00	0,00
II. Zużycie materiałów i energii	54,00	0,00
III. Usługi obce	17 908,52	0,00
IV. Podatki i opłaty	4 866,36	0,00
V. Wynagrodzenia	0,00	0,00
VI. Ubezpieczenia społeczne i inne świadczenia	0,00	0,00
VII. Pozostałe koszty rodzajowe	0,00	0,00
VIII. Wartość sprzedanych towarów i materiałów	0,00	0,00
C. Zysk (strata) brutto ze sprzedaży (A-B)	-22 828,88	0,00
G. Pozostałe przychody operacyjne	0,00	0,00
I. Zysk ze zbycia niefinansowych aktywów trwałych	0,00	0,00
II. Dotacje	0,00	0,00
III. Inne przychody operacyjne	0,00	0,00
I. Strata ze zbycia niefinansowych aktywów trwałych	0,00	0,00
III. Inne koszty operacyjne	0,00	0,00
I. Zysk (strata) z działalności operacyjnej (F+G-H)	-22 828,88	0,00
J. Przychody finansowe	6 017,38	0,00

I. Dividendes et participations dans les bénéfices, y compris :	0,00	0,00
- de sociétés liées	0,00	0,00
II. Intérêts, y compris :	6 016,88	0,00
- de sociétés liées	0,00	0,00
III. Bénéfice de cession d'investissements	0,00	0,00
IV. Actualisation de la valeur des investissements	0,00	0,00
V. Divers	0,50	0,00
K. Coûts financiers	0,01	0,00
- de sociétés liées	0,00	0,00
IV. Divers	0,01	0,00
L. Bénéfice (perte) d'activité économique (I+J-K)	-16 811,51	0,00
M. Résultat d'événements extraordinaires (M.I. - M.II.)	0,00	0,00
I. Bénéfices extraordinaires	0,00	0,00
II. Pertes extraordinaires	0,00	0,00
N. Bénéfice (perte) brut (L ± M)	-16 811,51	0,00
O. Impôt sur le revenu	-2 499,08	0,00
P. Autres ajustements fiscaux (augmentation de la perte)	0,00	0,00
R. Bénéfice (perte) net (N-O-P)	-14 312,43	0,00

*Rapport des administrateurs
et
comptes annuels au 1^{er} janvier 2015*

FTF GALLEON S.A.

Etat du résultat global pour la période close au 01 janvier 2015

	Pour la période close au 01 janvier 2015 EUR	au 31 décembre 2014 EUR
Revenu de dividende	-	60.939.654
Autres revenus	-	63.630
Profit/ (perte) sur cession d'actifs financiers	-	36.548.940
Dépenses administratives	-	(576.818)
Produits financiers	-	617.356
Charges financières	-	(365.202)
Profit avant impôt sur le revenu	-	97.227.560
Impôts	-	(186.258)
Profit pour la période / année	-	97.041.302
Profit pour la période / année -	-	97.041.302
Autres éléments du résultat global		
Variations nettes dans la juste valeur des actifs financiers	-	(174.858.988)
Libération de la réserve de réévaluation de la cession d'actifs financiers	-	(91.875.763)
Ecart de change provenant de la conversion de devise	-	6.774.618
Résultat global pour la période / année	-	(162.918.831)

Etat de la situation financière au 01 janvier 2015

	Pour la période close au 01 janvier 2015 EUR	au 31 décembre 2014 EUR
Actif		
Actif immobilisé		
Actif financier à la juste valeur	1.045.559.200	1.045.559.200
Total actif immobilisé	1.045.559.200	1.045.559.200
Actif courant		
Créances commerciales et autres créances	15.717	15.717

Trésorerie et équivalent de trésorerie	2.701.086	2.701.086
Total actif courant	2.716.803	2.716.803
Total actif	1.048.276.003	1.048.276.003
Passif et capitaux propres		
Capital souscrit	56.424.249	56.424.249
Primes d'émission	432.546.262	432.546.262
Réserve de réévaluation	300.319.680	300.319.680
Réserve de mise en équivalence de la devise	(19.471.789)	(19.471.789)
Bénéfices non distribués	172.533.372	172.533.372
Total capitaux propres	942.351.774	942.351.774
Passif non courant		
Emprunts	105.401.129	105.401.129
Total passif non courant	105.401.129	105.401.129
Passif courant		
Dettes commerciales et autres dettes	335.447	335.447
Passif d'impôt exigible	187.653	187.653
Total passif courant	523.100	523.100
Total passif	105.924.229	105.924.229
Total passif et capitaux propres	1.048.276.003	1.048.276.003

Référence de publication: 2015033101/1502.

(150037058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

HCA New Luxembourg 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.725.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

HCA New Luxembourg 1

Johannes de Zwart

Gérant

Référence de publication: 2015014324/14.

(150017197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

King Arthur Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 181.801.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 36 du 4 janvier 2014.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

King Arthur Properties S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015015122/14.

(150018120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Casper's Climbing Shop, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 81-83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 178.365.

Les Comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 27/01/2015.

Pour CASPER'S CLIMBING SHOP S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2015014112/12.

(150016872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Somalux S.A. SPF, 'SOMALUX' Société de Matériel Luxembourgeoise S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 4.523.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 10 mars 2015 à 10:00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations Statutaires
5. Paiement de prestations volontaires
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015031213/795/18.

Société Européenne de Banque, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 13.859.

Convocation à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège de la société, 19-21, boulevard du Prince Henri à Luxembourg, le lundi 16 mars 2015 à 9 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
2. Rapport des Réviseurs d'entreprises.
3. Approbation des états financiers au 31 décembre 2014.
4. Distribution du résultat de l'exercice 2014.
5. Décharge à donner aux administrateurs.
6. Nomination des Administrateurs et Membres de Comités.
7. Divers.

Les actionnaires ne pouvant prendre part personnellement à l'Assemblée Générale Ordinaire peuvent s'y faire représenter par procuration.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015025652/755/21.

Orion IV European 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 162.989.

Les statuts coordonnés au 17 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015015218/11.

(150017779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

LOVEL Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 147.613.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L- 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015014433/14.

(150016699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Eurocash-Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 45.631.

Gemäß Art. 22 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum 11. März 2015 um 16.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2014 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2014 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Verlängerung und Bestätigung der Mandate im Verwaltungsrat.
6. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung sowie zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, daß die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen spätestens am Tag vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Dies sollte vorab per Fax (+ 352221522 - 500) oder E-Mail (d_FundSetUpOpam@oppenheim.lu), gefolgt durch die Übersendung der Originale erfolgen. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im Februar 2015.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2015031214/755/27.

FA Quartet Investments I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 155.488.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015014265/9.

(150017035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Cathay Capital Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 161.642.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 24 octobre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 24 novembre 2014.

Référence de publication: 2015014113/11.

(150016538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Henderson Gartmore fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 77.949.

NOTICE is hereby given to the shareholders of Henderson Gartmore Fund that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Henderson Gartmore Fund will be held at its registered office at 2, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg at 11 a.m. (Luxembourg time) on 12 March 2015 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Review and approval of the Audited Annual Report and Accounts for the year ended 30 September 2014.
2. Allocation of net results.
3. Discharge of liabilities to the Directors for the exercise of their mandate.
4. Re-election of Les Aitkenhead, Iain Clark, Jean-Claude Wolter, Tony Sugrue, Jeremy Vickerstaff and Steven de Vries to the Board of Directors.
5. Approval of the replacement of Stewart Cazier by the Election of James Bowers (subject to CSSF approval).
6. Approval of the election of Kevin Adams as Director (subject to CSSF approval).
7. Approval of the remuneration of the Independent Directors Les Aitkenhead (as Chairman of the Board), Jean-Claude Wolter and Iain Clark (as Directors).
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers Société Cooperative as the Statutory Auditor of the Company.
9. Any other business.

7th January 2015

The Board of Directors.

Notes:

All shareholders are entitled to attend or be represented at the above Meeting. A shareholder is entitled to appoint one or more proxies to attend and vote in his place. A proxy holder is not required to be a shareholder. To be valid, Forms of Proxy must be lodged at Victor Buck Services S.A. - Client Services (Ref. _____), IVY Building, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, not less than 48 hours before the time appointed for the Meeting.

The Audited Annual Report and Accounts of the Company may be obtained from the registered office of Henderson Gartmore Fund at the offices of the representatives and distributors and electronically at www.henderson.com.

Référence de publication: 2015031215/32.
